

T2137-628-8,00 F

ISSN 0026-9433

RÉFUGIÉS BASQUES, CONTRE LES EXPULSIONS  
MANIFESTATION. 12 SEPTEMBRE. 18 H  
BASTILLE. PARIS

# le monde libertaire

organe de la FÉDÉRATION ANARCHISTE

adhérente à l'I.F.A.

N°628 JEUDI 11 SEPTEMBRE 1986 8,00 F

## TOUTE EXPULSION EST UNE BAVURE !

### Editorial

LES vacances estivales ont été propices aux offensives tous azimuts de la part des tenants de l'ordre ; et, tandis que le filic de base « mesurinait » le citoyen, ses patrons du ministère de l'Intérieur s'asseyaient allègrement sur le droit d'asile, expulsant à tour de bras au nom d'une « urgence » absolue de droit quasi divin.

Pour ne pas être en reste, leur collègue de la justice nous a mitonné du fond de son bureau un code de la nationalité qui ne manquera pas de mettre de la joie dans les ghettos et un peu de baume au cœur des xénophobes durement touchés il y a peu par la perte de quatre de leurs baroudeurs, imbéciles, haineux, dangereux et maladroits.

L'Etat organise la chasse... pendant les grandes manœuvres du libéralisme. Autour des privatisables les têtes ont valsé, les petits copains et les groupes de pression créanciers se bousculent au banquet pour être les mieux servis. Les bienfaits de la privatisation ne s'étendent toutefois pas aux gens du commun, comme le constatent à leur dépens ces petits artisans imprimeurs rêvant d'abolir le monopole de la Banque de France sur la fabrication des billets de 100 francs. Faut pas rêver, et deux millions cinq cent mille chômeurs sont au moins assurés d'une qualité tangible : ils sont incompressibles ! Et ils peuvent se demander à la sauce de quel « petit boulot » ils auront peut-être la chance d'être exploités. C'est ça aussi le « modèle japonais » !

Alors puisqu'on nous traite comme du gibier d'élevage, taillons-nous des dents de loups.



F°P. 2520

# communiqués

## • ANTIMILITARISME

Le Comité de soutien aux réfractaires reprend ses permanences tous les premiers samedis de chaque mois à la librairie du Monde libertaire, 145, rue Amelot, 75011 Paris (métro République ou Oberkampf), de 14 h à 16 h. Pour se tenir au courant des nombreux procès d'insoumis, on peut également appeler le répondeur antimilitariste au (16.1) 43.03.62.03.

## • LILLE

Le groupe de la Fédération anarchiste sera présent à la braderie de Lille samedi 6 et dimanche 7 septembre, de 12 h à 3 h du matin. Rendez-vous à l'angle du boulevard de la Liberté et de la place J.-B. Lebas.

## • LIAISON PROFESSIONNELLE

La liaison professionnelle O.R.T.F. de la F.A. reprend ses activités militantes au sein du groupe audiovisuel. Pour tout renseignement se mettre en rapport avec la liaison par l'intermédiaire de la librairie du Monde libertaire. De plus, nous lançons une feuille d'informations : « Action libertaire », qui paraîtra quatre fois par an. Abonnement : 20 F pour quatre numéros. Nous poursuivons également la parution d'« Antenne » qui en est à son 27<sup>e</sup> numéro.

## • ARGENTEUIL

A l'occasion du sixième anniversaire du coup d'Etat en Turquie le 12 septembre 1980, le groupe Kropotkine d'Argenteuil édite une brochure « Turquie : de la dictature militaire à la démocratie musclée ». Celle-ci fait le bilan de six ans de répression et comporte au sommaire : aperçu du mouvement turc, la situation économique, la Constitution de 1982, la torture, le problème kurde, etc. Elle est disponible à la librairie du Monde libertaire au prix de 15 F.

Nous informons nos sympathisants et toute personne voulant entrer en contact avec nous que nous reprenons nos permanences au local de l'A.P.K., 32, rue Ary-Sheffer, Argenteuil, les 2<sup>e</sup> et 4<sup>e</sup> samedis du mois de 15 h à 18 h.

# sommaire

**PAGE 1 :** Editorial — **PAGE 2 :** Informations des groupes — **PAGE 3, Répression :** La situation au Pays basque, Expulsions : un bilan lourd de conséquence, Amis lecteurs, Communiqué — **PAGE 4, Luttés :** La maison des étudiants du Burkina-Faso, C.N.T.-P.T.T. Lyon : l'injustifiable acharnement, En Bref — **PAGE 5, Social :** E. Maire : jusqu'où ira-t-il ?, Monory le casseur — **PAGE 6, Société :** Les pluies acides, Après Tchernobyl, Marche contre l'apartheid, Communiqué — **PAGE 7, Société :** La police veille : les jeunes en meurent, L'été meurtrier, Pourquoi l'insoumission — **PAGE 8, Dans le monde :** Japon : à quoi servent donc les élections ? — **PAGE 9, Informations internationales :** Grèce, R.F.A., Internationale des fédérations anarchistes, Belgique — **PAGE 10, Archives :** A propos de Jeanne Humbert — **PAGE 11, Expression :** Anniversaire de Radio-Libertaire, Programmes de R.-L., Cinéma, Radio Campus, Solutions des mots croisés — **PAGE 12, Social :** La rentrée sociale.

**Abonnez vous !**

**LE MONDE LIBERTAIRE**  
Rédaction-Administration  
145, rue Amelot, 75011 Paris, tél. : (16) 1.48.05.34.08.

TARIF	France	Sous pli. fermé	Etranger
3 mois 13 n°	85 F	155 F	120 F
6 mois 25 n°	155 F	290 F	230 F
1 an 50 n°	300 F	570 F	420 F

Abonnement de soutien : 350 F Règlement à l'ordre de Publico

**BULLETIN D'ABONNEMENT**  
à retourner au 145 rue Amelot 75011 Paris (France)

Nom ..... Prénom .....

N° ..... Rue .....

Code postal ..... Ville .....

A partir du n° ..... (inclus) Pays .....

Abonnement  Réabonnement  Abonnement de soutien   
 Chèque postal  Chèque Languan  Mandat lettre  Règlement   
 (à joindre au bulletin)

Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière bande et 4 F en timbre poste

# liste des groupes f.a.

**PROVINCE**  
• GROUPE  
Aisne : Anizy-le-Château — Allier : Moulins — Ardèche : Aubenas — Bouches-du-Rhône : Marseille — Charente : Angoulême — Charente maritime : Marennes/Rochefort — Côte-d'Or : Dijon — Doubs : Besançon — Eure-et-Loire : Chartres — Finistère : Brest — Gard : Groupe du Gard — Haute-Garonne : Toulouse — Gironde : Bordeaux (trois groupes) — Hérault : Béziers — Ille-et-Vilaine : Rennes — Indre-et-Loire : Tours — Loire : Saint-Etienne — Loire-Atlantique : Nantes — Lot-et-Garonne : Agen — Maine-et-Loire : Angers, Saumur — Manche : Cherbourg — Moselle : Metz — Nord : Lille, Dunkerque — Oise : Beauvais — Orne : Fiers/La Ferté-Macé — Pas-de-Calais : Boulogne, Lens — Pyrénées-Orientales : Perpignan — Seine-Maritime : Dieppe, Le Havre, Rouen — Somme : Amiens — Var : Groupe Région-toulonnaise — Vienne : Poitiers — Yonne : Auxerre.

• LIAISONS  
Alpes-Maritimes : Nice — Ardèche : Tournon — Ardennes : Charleville-Mézières — Aveyron : Sainte-Affrique, Millau — Bouches-du-Rhône : Aix-en-Provence — Charente-Maritime : Saintes — Cher : Vierzon — Corse : Ajaccio, Bastia — Côtes-du-Nord : Saint-Brieuc — Doubs : Haut-Doubs — Eure : Routot — Finistère : Quimper — Gironde : Saint-Médard-en-Jalles — Hérault : Montpellier — Ille-et-Vilaine : Saint-Malo — Isère : Bourgoin-Jallieu — Jura : Roche-lèz-Beaupré — Loir-et-Cher : Montargis — Loir-et-Cher : Blois — Haute-Loire : Est Haute-Loire — Mayenne : Laval — Morbihan : liaison du Morbihan — Nord : Douai — Oise : Noyon — Bas-Rhin : liaison du Bas-Rhin — Tarn : Albi — Var : Hyères, La Seyne-sur-Mer — Vendée : La Roche-sur-Yon — Haute-Vienne : Nord Haute-Vienne — Vosges : liaison des Vosges.

**RÉGION PARISIENNE**  
• GROUPE  
Paris : quinze groupes répartis dans les arrondissements suivants : 1<sup>er</sup>, 5<sup>e</sup>, 9<sup>e</sup>, 10<sup>e</sup>, 11<sup>e</sup>, 12<sup>e</sup>, 13<sup>e</sup>, 14<sup>e</sup>, 15<sup>e</sup>, 16<sup>e</sup>, 18<sup>e</sup>, 19<sup>e</sup>, 20<sup>e</sup>.  
Banlieue : Seine-et-Marne : Coulommiers, Chelles/Gagny/Neuilly-sur-Marne — Yvelines : Conflans-Sainte-Honorine, Rambouillet, Versailles — Essonne : Vallée de Chevreuse — Hauts-de-Seine : La Défense/Courbevoie/Nanterre/Puteaux, Villeneuve-la-Garenne/Saint-Ouen, Fresnes/Antony — Seine-Saint-Denis : Bobigny/Pantin/Aubervilliers, Drancy, Montreuil/Rosny-sous-Bois, Sevran/Bondy — Val-de-Marne : Villejuif/Vitry, Créteil — Val-d'Oise : Argenteuil/Colombes.

• LIAISONS  
Banlieue : Seine-et-Marne : Melun — Val-d'Oise : Sarcelles.

**LIAISONS PROFESSIONNELLES**  
O.R.T.F., R.A.T.P., S.N.C.F., Route, Travailleurs de l'éducation, Banques.

La librairie du Monde libertaire  
145, rue Amelot  
75011 Paris  
est ouverte  
du lundi au samedi  
de 10 h à 19 h 30

# liste des permanences des groupes f.a.

**RÉGION PARISIENNE**  
**PARIS**  
Groupe « Louis-Bertho-Lepetit », Paris 1<sup>er</sup> : permanence au Cercle Garcia-Lorca, 15, rue Gracieuse, 75005 Paris, chaque 1<sup>er</sup> lundi du mois.  
Groupe « Florès-Magon », Paris 12<sup>e</sup> : permanences les vendredis, de 18 h à 19 h, au métro Daumesnil (sortie Claude-Decaen).  
Groupe « Varlin », Paris 15<sup>e</sup> : permanences le vendredi, de 19 h à 20 h au métro Saint-Michel, et le mercredi, de 17 h 30 à 18 h 30 au métro Convention...  
Groupe « Louise-Michel », Paris 18<sup>e</sup> : permanence le samedi, de 16 h à 18 h, au 10, rue Robert-Planquette, 75018 Paris.  
Groupe « Voiline », Paris 20<sup>e</sup> : permanences les jeudis à 20 h 30, au 26, rue Piat, 75020 Paris.

**BANLIEUE**  
• Seine-et-Marne  
Groupe « Sacco-et-Vanzetti » : permanences tous les dimanches de 10 h à 12 h, au 1 bis, rue Emilie, 77500 Chelles.  
• Yvelines  
Groupe « Georges-Brassens » de Rambouillet : permanences tous les samedis matin sur le marché de Rambouillet.  
• Hauts-de-Seine  
Groupe Fresnes-Antony : permanences le samedi de 10 h à 12 h et le dimanche, de 10 h à 13 h, au 34, rue de Fresnes, 92160 Antony, tél. : 46.68.48.58.  
• Val-d'Oise  
Groupe « Kropotkine » d'Argenteuil : permanences les 2<sup>e</sup> et 4<sup>e</sup> samedis du mois, de 15 h à 18 h 30, au local de l'A.P.K., 32, rue Ary-Sheffer (au fond du chemin, à droite), 95100 Argenteuil.  
• Val-de-Marne  
Groupe Villejuif-Vitry : permanences tous les 1<sup>er</sup> et 3<sup>e</sup> dimanches de chaque mois, de 15 h à 17 h, à la salle Gérard-Philipe, 2, rue Louise-Aglæ-Cretté, Vitry.  
Liaison Sarcelles : permanences tous les premiers dimanches de chaque mois, de 11 h à 12 h, au marché de Lochères (à côté de la Poste)  
Groupe de Créteil : permanences tous les dimanches, de 9 h 30 à 11 h 30, au marché de l'Eglise, Créteil.

**Permanence du secrétariat aux relations intérieures :**  
le samedi, de 14 h 30 à 18 h,  
145, rue Amelot, 75011 Paris (M<sup>o</sup> République)  
Tél. : (16) 1.48.05.34.08.

# liste des permanences des groupes f.a.

**PROVINCE**  
• AISNE  
Groupe d'Anizy-le-Château : permanences les lundis de 19 h à 20 h, salle communautaire du Moulin de Paris, Merlieux, 02000 Laon, tél. : 16.23.80.17.09.  
• ARDECHE  
Groupe d'Aubenas : permanence de 10 h à 12 h, sur le marché d'Aubenas, au cours de la tenue de la table de presse.  
• BOUCHES-DU-RHÔNE  
Groupe de Marseille : permanence le samedi de 14 h à 17 h, au 11, rue Saint-Vincent-de-Paul, 13004 Marseille (métro : Réformés ou Cinq-Avenues).  
• CHARENTE-MARITIME  
Groupe « Michel-Bakouine » : permanences tous les jeudis, de 20 h 30 à 21 h 30, Maison des syndicats, salle n°2, 2, rue de la Touche-Tréville, 17300 Rochefort.  
• CÔTES-DU-NORD  
Liaison de Saint-Brieuc : permanences tous les samedis de 10 h à 11 h 30 au marché, face à la Poste, lors de la vente du « Monde libertaire ».  
• DOUBS  
Groupe « Proudhon » de Besançon : permanences tous les mercredis de 17 h à 18 h à son local : 77, rue Battant, Besançon.  
• FINISTÈRE  
Groupe « Les Temps nouveaux » de Brest : permanences et ventes du « Monde libertaire » tous les samedis matin de 10 h 30 à 12 h au marché de Saint-Martin.  
• GARD  
Groupe du Gard : permanence au local situé 16, rue des Orangers, Nîmes, tous les dimanches de 10 h à 12 h.  
• HAUTE-GARONNE  
Groupe « Albert-Camus » de Toulouse : permanence dans les locaux du G.E.A.C., au 1 bis, rue Gramat, le jeudi de 18 h à 20 h, et le dimanche de 10 h 30 à 12 h, à sa table de presse au marché Saint-Sernin.  
• GIRONDE  
Groupe « Buenaventura-Durruti » de Bordeaux : permanence du groupe chaque mardi, de 19 h à 20 h 30, au 7, rue du Muguet, 33000 Bordeaux.  
• HÉRAULT  
Groupe de Béziers : permanence le vendredi de 15 h à 18 h sur les Allées, au cours de la tenue de la table de presse.  
• ILLE-ET-VILAINE  
Groupe de Rennes : permanence le mardi à partir de 20 h, à la M.J.C. La Paillotte.  
• INDRE-ET-LOIRE  
Groupe « Maurice-Fayolle » de Tours : permanence le mercredi (sauf pendant les vacances scolaires), de 10 h à 16 h, dans le hall d'accueil de la faculté des Lettres, au cours de la tenue de la table de presse.  
• LOIRE  
Groupe « Nestor-Makhno » de Saint-Etienne : permanence le premier jeudi de chaque mois à partir de 19 h 30, salle 15 bis C.N.T./A.I.T.-L.P., Bourse du Travail, Cours Victor-Hugo, 42000 Saint-Etienne.  
• LOIR-ET-CHER  
Liaison Blois : permanence le jeudi de 18 h à 22 h, au 24, rue Jean-de-la-Fontaine, appt. 57, Blois (tél. : 16.54.74.26.02).  
• LOIRE-ATLANTIQUE  
Groupe de Nantes : permanences les premiers et troisièmes lundis de chaque mois, de 18 h à 20 h, au 3, rue de l'Amiral-Duchaufault, Nantes.  
• MAINE-ET-LOIRE  
Groupe d'Angers : permanences les premiers et troisièmes vendredis de chaque mois, de 18 h à 19 h, au M.A.M.A., 8, rue de Buffon, Angers (à côté du Palais des Congrès).  
• MANCHE  
Groupe de Cherbourg : permanences tous les lundis de 18 h à 19 h, au G.R.E.L., 20, rue de l'Abbaye, à Cherbourg.  
• NORD  
Groupe de Lille : permanences tous les dimanches, de 10 h 30 à 13 h, à la librairie de l'Idée libre, 38, rue Jules-Guesdes, 59000 Lille (métro Wazemmes), tél. : 16.20.57.37.06 (adresse du groupe : F.A., B.P. 4, 59651 Villeneuve-d'Ascq cedex)  
• PYRÉNÉES-ORIENTALES  
Groupe « Puig-Antich » de Perpignan : permanences tous les lundis, mercredis, vendredis et samedis, de 15 h à 19 h, au 2, rue Théodore-Guiter, 66000 Perpignan.  
• SEINE-MARITIME  
Groupe « Jules-Durand » du Havre : permanence chaque dimanche matin pendant la vente à la criée sur le marché d'Harfleur.  
Groupe de Rouen : permanences tous les samedis, de 15 h à 17 h, au 24, rue de Croisnes, à Rouen.  
• VAR  
Groupe « Région toulonnaise » : permanence le samedi, de 15 h 30 à 18 h, au Centre d'études et de culture libertaire, cercle Jean-Rostand, rue Montébello, Toulon.  
• VIENNE  
Groupe « Berkman » de Poitiers : permanences tous les dimanches, de 10 h à 12 h 30, au cours de la tenue de la table de presse au marché de la Z.U.P.

**Rédaction-Administration : 145, rue Amelot, Paris 11<sup>e</sup>**  
Directeur de publication : Maurice Joyeux  
Commission paritaire n°55 635  
Imprimerie : Roto de Paris, 3, rue de l'Atlas, Paris 19<sup>e</sup>  
Dépôt légal 44 149 — 1<sup>er</sup> trimestre 1977  
Routage 205 — Publ Routage  
Diffusion SAEM Transport Presse

RÉFUGIÉS BASQUES

Un bilan lourd de conséquences

DEPUIS plusieurs années, les réfugiés basques servent en quelque sorte d'otages dans l'offensive de la répression franco-espagnole. Le G.A.L. est apparu en octobre 1983, et septembre 1984 sera le mois des extraditions. Sur environ huit cent réfugiés, une vingtaine seulement se sont vus reconnaître le statut, plus d'une trentaine ont été déportés en Amérique latine et en Afrique.

Au fur et à mesure que tombent les refus de la commission de recours, ils sont de plus en plus nombreux qui à se voir renouveler les papiers avec interdiction de travailler, qui à avoir un délai d'un mois pour quitter la France.

La politique actuelle de l'Etat français, concernant les réfugiés

politiques, n'est pas nouvelle. Entamée sous le gouvernement socialiste, tout le processus répressif est maintenu sur une base législative et administrative, dans le but de faire disparaître la notion de réfugié politique basque.

Depuis 1983, la France s'est progressivement impliquée dans le conflit basque. Aujourd'hui, la collaboration des deux gouvernements n'est plus à démontrer. L'entrée de l'Espagne dans la C.E.E. et dans l'O.T.A.N. renforce la normalisation européenne, qui se traduit par la mise en place d'un espace juridico-policiers européen. Le gouvernement actuel ne s'embarrasse même plus des voies judiciaires et remet directement des réfugiés à la police.

Le bilan de cet été est lourd. Il se traduit par l'expulsion de sept réfugiés, remis directement à la police espagnole. Tous étaient en règle et ont été arrêtés sans que rien ne justifie ne serait-ce qu'une interpellation. L'aberration a été jusqu'à arrêter et expulser un réfugié titulaire d'une carte de séjour de dix ans, commerçant, père de trois enfants de nationalité française.

Dans tous les cas, le ministère de l'Intérieur a prétexté qu'ils se préparaient à commettre des attentats, sans avancer aucune preuve ni s'appuyer sur la moindre enquête. Deux extraditions, une tentative d'assassinat sur un réfugié incarcéré à la prison de Bayonne, et la disparition près d'une semaine d'un déporté en

Equateur viennent alourdir ce bilan.

Les réfugiés remis à la police espagnole ont tous été torturés et incarcérés. De nombreuses manifestations ont eu lieu, que ce soit en Euskadi-Nord ou en Euskadi-Sud. Toutes ont été réprimées violemment par les forces de l'ordre. Cependant, la mobilisation n'a permis ni l'arrêt des mesures arbitraires ni les tortures.

Le gouvernement espagnol, qui depuis longtemps essaie de résoudre la question basque de la répression, avait lancé en janvier dernier un plan de réinsertion sociale. Celui-ci proposait à certains réfugiés de pouvoir rentrer en Espagne sous certaines conditions, notamment d'arrêter la lutte. Ce programme de réinsertion

sociale avait pour but d'isoler petit à petit la communauté des réfugiés en Euskadi-Nord. Aujourd'hui ce plan s'avère être un échec total.

La collaboration franche et nette entre les deux gouvernements est indéniable. La situation des réfugiés, qui était précaire, risque dans les mois à venir de ne pas aller en s'améliorant. Les réfugiés basques ne sont plus à l'abri de mesures arbitraires. La mobilisation, aujourd'hui, est plus que nécessaire pour que le rapport de force s'installe et empêche que la question basque ne se résolve dans la répression. Aujourd'hui c'est le peuple basque, demain à qui le tour ?

MARTINE



COMMUNIQUÉ

LES extraditions et expulsions de cet été, le renforcement de la répression tant en Espagne qu'en France prouve que la situation des réfugiés politiques basques est de plus en plus grave. La politique actuelle de la France n'est pas nouvelle. Septembre 1984 a marqué les premières extraditions et a montré que le droit d'asile est devenu une belle illusion !

Le gouvernement actuel, soucieux de préserver de bonnes relations avec son homologue espagnol, ne s'embarrasse plus de procédures juridiques et expulse à tour de bras. Aujourd'hui, les réfugiés politiques, même en situation régulière, ne sont plus à l'abri d'expulsions arbitraires !

Sous prétexte de lutte antiterroriste, l'actuel gouvernement instaure une situation d'insécurité totale vis-à-vis des réfugiés politiques et des immigrés, en renforçant les pouvoirs des administrations, en supprimant toute garantie juridique et en banalisant le délit d'opinion.

Devant ces états de faits, la Fédération anarchiste s'inquiète du danger de constitution d'un Etat policier et tient à réaffirmer son opposition à toutes mesures arbitraires allant à l'encontre des réfugiés. La Fédération anarchiste assure de son soutien les réfugiés basques, aujourd'hui visés, et appelle l'ensemble de ses militants et sympathisants à participer à la manifestation du 12 septembre 1986, à 18 heures, place de la Bastille.

Fédération anarchiste

Euskadi-Sud : la situation

IL faut resituer l'offensive contre les réfugiés dans le contexte du Pays basque espagnol. Les gouvernements français et espagnol cherchent à régler par la répression un problème politique qui ne fait que s'amplifier.

Les élections législatives de juin dernier ont vu une progression importante de Herri Batasuna, qui a fait entre 18% et 20% des voix et a vu son nombre de députés passer de deux à cinq, dont un en Navarre. Herri Batasuna était à l'origine une coalition électorale créée pour soutenir l'alternative K.A.S., qui s'est transformée en mouvement populaire. L'alternative K.A.S., coordination abertzale socialiste, est une alternative en cinq points sur

laquelle E.T.A. propose depuis 1977 un cessez le feu.

Cette base de négociation demande l'amnistie, c'est-à-dire la libération de tous les prisonniers politiques basques ; les libertés démocratiques et notamment la légalisation des partis indépendantistes ; le retrait d'Euskadi des forces d'occupation, à savoir la Garde civile et la Police nationale ; l'amélioration des conditions de vie et de travail des classes populaires ; et pour finir, un véritable statut d'autonomie incluant la Navarre, avec l'Euskara comme langue officielle, le droit de contrôle sur les forces armées et la possibilité de faire ses propres choix sociaux et économiques.

Herri Batasuna n'est toujours pas légalisé comme parti par le gouvernement espagnol, alors que cette coalition représente la troisième force électorale (et dans certains endroits, la seconde) au Pays basque. Refusant la Constitution, leurs députés ne participent ni au Parlement de Madrid ni au Parlement basque. Le vote pour Herri Batasuna représente donc un boycott

actif de ces institutions. En revanche, ils participent aux conseils municipaux et ont plusieurs maires. Si on ajoute à cela le déclin du P.N.V., qui est en pleine crise, et le fait qu'il y avait sur les listes électorales de Herri Batasuna des emprisonnés accusés d'appartenir à l'E.T.A., on comprend la signification de la progression de leurs scores.

Il faut de plus remplacer ces élections dans le contexte de l'époque : elles ont succédé au référendum sur l'O.T.A.N. Le Pays basque est le seul à avoir dit non, avec la Catalogne et les Canaries, et cela de façon massive : 70%. Or non seulement le P.S.O.E. appelait à voter oui, mais aussi le P.N.V. (démocrate-chrétien et pro-atlantiste) qui est là-bas le parti majoritaire. La mobilisation anti-O.T.A.N. a été importante et très large. Le désaveu des forces politiques installées a été flagrant.

Durant l'été, la répression a été sauvage. La marche de soutien aux réfugiés, prévue en juillet, a été interdite ; les manifestations et les arrestations se sont succédées. Celles-ci ont été nombreuses, plusieurs manifestants ont été menacés de mort et emmenés dans les montagnes, les flics ont tiré des balles de caoutchouc dans la foule.

Le gouvernement espagnol a essayé de régler le problème par la répression. Or, avec 500 prisonniers politiques et 800 réfugiés pour un pays de moins de trois millions d'habitants, aucune question n'a été résolue et le mouvement n'a pas reculé.

Les extraditions de 1984 ont marqué un tournant dans la politique des gouvernements français ; la France est maintenant engagée au coude à coude avec la police espagnole dans une répression tous azimuts qui a pourtant amplement démontrée qu'elle ne résolvait rien.

M.I.



AMIS LECTEURS

C'EST la rentrée, une fois de plus et au travers d'une situation financière très difficile, nous vous demandons un effort supplémentaire pour aider notre journal.

En effet, deux mois d'interruption des ventes et un renouvellement nécessaire de notre parc machines rendent notre appel à une souscription indispensable pour assurer un Monde libertaire hebdomadaire toujours présent dans les kiosques.

Aujourd'hui, peut-être encore plus qu'hier, le Monde libertaire doit être un outil pour s'informer, se défendre, et propager les idées anarchistes. SOUTENEZ-LE !

Les administrateurs

## en bref...en bref...

• Le syndicat C.N.T.-P.T.T. du Rhône, en lutte contre l'administration des postes, a engagé deux recours pour abus de pouvoir. Ces procédures coûtent très cher, un appel à la solidarité est lancé : C.C.P. C.N.T.-P.T.T. Rhône, n°912 31 M, Lyon.

• Le Comité de soutien aux réfractaires reprend ses permanences tous les premiers samedis de chaque mois, de 14 h à 16 h, à la librairie du Monde libertaire, 145, rue Amélot, 75011 Paris. Et pour se tenir au courant des nombreux procès d'insoumis, le répertoire antimilitariste est présent au 43.03.62.03.

• Le premier numéro de « Noir et Rouge » vient de paraître. Au sommaire : dossier sur le syndicalisme, interview d'un militant du Palika (un des groupes de prssion composant le F.L.N.K.S.), etc. A l'occasion de la sortie de ce premier numéro, l'équipe de rédaction organise une fête, samedi 27 septembre, à partir de 17 h, au 14, rue de Nanteuil (métro Convention ou Plaisance) où sera organisé un débat sur le syndicalisme en complément du dossier, et bien d'autres choses encore.

## RÉPRESSION SYNDICALE AUX P.T.T. L'injustifiable acharnement

Le 19 janvier 1984, la direction départementale des postes du Rhône organise une « étude d'effectifs » (contrôle de la charge de travail des agents, pour éventuellement ajuster le personnel au trafic) à l'escala postale aérienne de Satolas.

### Respect des règles de sécurité

Le même jour, à la prise de service, à 20 h, la C.G.T. organise une prise de parole pour demander au personnel de respecter strictement ses attributions afin que l'étude d'effectifs reflète la réalité du travail à Satolas. Daniel Teyssier, militant du S.A.T. (1), intervient dans le même sens et demande à ses collègues de respecter particulièrement deux points du règlement de sécurité : charger les tricycles postaux « à la ridelle » et mettre deux sacs sur la bande élévatrice qui sert à charger les avions.

Suite à cette intervention, l'inspecteur de sa brigade fait un rapport au chef de centre de Lyon-Montrochet pour lui signaler que D. Teyssier avait exhorté ses camarades à briser les cadences à Satolas, risquant ainsi de fausser l'étude d'effectifs (2). Ce rapport sera le point de départ d'une procédure disciplinaire engagée

contre lui par la direction des postes du Rhône. Le S.A.T. organise la riposte sur le terrain : grève, pétition, etc. Mais, à la veille d'une restructuration importante (3), la direction départementale frappe fort : le 6 mars 1984, elle sanctionne D. Teyssier (blâme et changement de service).

Les actions sur le terrain ne permettent malheureusement pas de faire reculer la direction qui, par ailleurs, refuse obstinément de recevoir le S.A.T. Aussi les militants de cette organisation décident de saisir le tribunal administratif (seul organisme compétent sur le plan juridique et professionnel dans la fonction publique) de Lyon pour faire annuler une telle décision. Deux ans plus tard, le 27 mars 1986, le tribunal administratif de Lyon nous donne raison : il annule toutes les sanctions prises à l'encontre de notre camarade.

### Acharnement disciplinaire

Le 22 mai 1986, Daniel fait une requête à la direction départementale pour que sa carrière soit reconstituée. Pour toute réponse, un mois plus tard, suite à une enquête disciplinaire engagée à son encontre sans qu'il en soit informé, il est invité à aller consulter son dossier personnel à la direction. Une telle enquête était motivée par une lettre du minis-

tère à la direction départementale demandant au chef du service départemental d'annuler les sanctions comme le juge l'exigeait et, par ailleurs, de reconduire une procédure contre D. Teyssier puis que le tribunal administratif « n'avait pas remis en cause les faits ayant motivé une telle sanction » (sic).

Le 9 juillet 1986, notre camarade se voit infliger un blâme prenant effet le lendemain, pour les motifs suivants : « Incitations à la perturbation du service (faits survenus le 19 janvier 1984) ». Cette décision est véritablement scandaleuse ! Les P.T.T., désavoués par le tribunal administratif (ce qui est extrêmement rare sur le plan disciplinaire), ne veulent à aucun prix perdre la face surtout vis-à-vis d'un militant de la C.N.T. Aussi, au mépris de la légalité, ils s'acharnent contre notre camarade dans l'espoir d'intimider le personnel qui voudrait contester des décisions arbitraires de l'administration.

La fédération postale C.N.T. et le syndicat C.N.T.-P.T.T. du Rhône sont intervenus auprès du ministère et de la direction départementale pour protester contre cette décision scandaleuse. Parallèlement à ces interventions, le syndicat C.N.T. a mobilisé sur cette affaire les postiers du centre de tri de Montrouhet. Une pétition pour

protester contre le blâme a recueilli, malgré la période des congés, plusieurs centaines de signatures.

A l'heure actuelle, la direction départementale et le chef de centre de Montrouhet se sont engagés auprès de notre syndicat et de l'intéressé à ne pas tenir compte du nouveau blâme pour pénaliser le déroulement futur de la carrière de notre camarade, mais refusent de revenir sur la sanction elle-même et de régulariser sa carrière pour la période 1984-1986. Aussi, le syndicat C.N.T.-P.T.T. du Rhône a engagé deux recours pour abus de pouvoir (l'un pour la suppression du blâme et l'autre pour la révision de sa carrière) devant le tribunal administratif de Lyon.

### Des postiers cénétistes de Lyon

(1) Le S.A.T. (Syndicat autogestionnaire des travailleurs) s'est autodissout en mars 1985, des adhérents du S.A.T. ont créé le syndicat C.N.T.-P.T.T. du Rhône.

(2) L'étude d'effectifs du 19 janvier a montré que le taux d'utilisation du personnel à Satolas est de 69%, alors que les normes maximales de rendement établies par l'administration sont de 83%.

(3) En octobre 1984, le T.G.V. postal a été mis en place, avec des conséquences importantes sur l'aéropostale et le service du transbordement de Montrouhet.

## La maison du Burkina-Faso

Le 14 août au matin les étudiants de la maison du Burkina-Faso (1) (ex-Haute-Volta) subissent l'intervention d'une police privée : à la demande de l'ambassade burkinabé, une entreprise de travaux publics avait posé de nouvelles serrures la veille, interdisant l'accès de leurs chambres aux étudiants ! Pourtant ceux-ci ne quittaient pas le foyer. Mardi 19 août, la société de vigiles revenait bloquer l'entrée du foyer sous prétexte de permettre les travaux de réfection en cours, en réalité pour évacuer les étudiants.

### Le fond du problème

Les dix-sept étudiants restant au moment des faits dans le foyer sont des opposant syndicaux au régime du capitaine Thomas Sankara, au pouvoir depuis le 4 août 1983. Actuellement le Burkina-Faso est dirigé par le Conseil national de la révolution (sic) qui cherche à donner du régime une image progressiste et dynamique. Pourtant il s'en prend aux syndicalistes qui contestent la politique gouvernementale. Amnesty International, peu suspecte d'idéologie subversive, s'inquiète depuis plus d'un an des tortures et des séquestrations à l'encontre de syndicalistes essentiellement.

L'ambassadeur du Burkina-Faso a en fait décidé de contrôler par tous les moyens le foyer des étudiants, considéré comme un lieu de passage privilégié des Burkinabés à Paris. Les événements du mois d'août ne sont que les derniers d'une longue série destinés à expulser les étudiants gênants.

En janvier 1985, une tentative d'intimidation physique échoua. Par la suite l'ambassade envoya une note demandant aux étudiants de renoncer à la violence ! Ils s'y refusèrent. En août et septembre de la même année, les passeports de certains d'entre eux furent bloqués. En novembre, l'ambassade suspendit les bourses d'étude des dix-sept étudiants encore présents aujourd'hui au foyer et éloigna les autres. Enfin, en juillet 1986, les étudiants furent informés de travaux à venir. L'ambassade leur demandait de quitter les lieux. La réfection du foyer débutait le 22 juillet sans aucun problème entre les étudiants et les ouvriers. On mesure toute l'hypocrisie de l'ambassade qui avait invoqué la sécurité des ouvriers pour faire intervenir la société de vigiles... un mois après le début des travaux.

### K.O. International

La police privée chargée de « veiller au bon déroulement des travaux » ne fait pas dans la finesse : un vigile évoquait ses « exploits » au Tchad, tandis que d'autres affirmaient que la France était « colonisée » et qu'ils ne prenaient plus le métro... Cette société, K.O. International, ne nous est pas inconnue. Lors de l'explosion d'une voiture à Paris, en novembre 1985, deux hommes étaient tués. L'un d'entre eux, Pierre Bugny, activiste forcené d'extrême droite, avait été employé par K.O. International. Il s'y était fait remarquer en « passant à tabac » un jeune homme (enfouissement crânien, hémiparésie). La presse nous avait appris que cette société n'hésite pas à jouer les briseurs de grève (2).

Le 19 août, les vigiles faisaient de la provocation, avec des chiens, et en tenant des propos racistes. Ils recherchaient

l'incident. En effet, la police présente sur les lieux n'attendait qu'un prétexte pour « embarquer » les étudiants (des représentants de l'ambassade s'étaient vantés de pouvoir « réquisitionner » la police). Ce qui aurait permis à l'ambassade de prendre définitivement possession du foyer.

### Conclusion

Comme étudiants anarchistes, nous constatons et dénonçons :

- l'emploi de vigiles (d'extrême droite qui plus est) par l'ambassade d'un Etat prétendu progressiste (encore un !)
- l'attitude de la police, très conciliante vis-à-vis de l'ambassade (en dépit du non-alignement officiel du régime burkinabé, l'Etat français entretient des relations économiques fructueuses avec son ancienne colonie) ;
- les risques encourus par les étudiants : s'ils se font expulser du foyer, ils sont à la merci d'un contrôle de police (3). De plus, au vu des efforts déployés par l'ambassade à Paris, ils ne seraient certainement pas en sécurité au Burkina-Faso ;
- enfin la tradition est respectée : les mauvais coups se perpétuent en été. Par honnêteté intellectuelle mentionnons la « solution » proposée par l'ambassade pour reloger les étu-

dants, à savoir la constitution de dossiers au C.R.O.U.S. pour des chambres en cité universitaire. D'une part les délais d'obtention sont très longs, d'autre part sans bourse d'étude et donc sans revenus cette « proposition » devient une plaisanterie sinistre.

ERIC et JÉRÔME  
(militants F.A. de la C.L.E.A.)

- (1) 12, rue Fessart, Paris 19<sup>e</sup>.  
(2) Cf. « Article 31 » n°15, p. 15. En vente à la librairie du M.L.  
(3) Pour obtenir une carte de séjour, valable un an, les étudiants étrangers doivent présenter : une attestation de revenu d'un montant de 1 800 F par mois (la bourse du Burkina-Faso est de 1 300 F par mois, de plus ils n'ont pas le droit de travailler), une attestation d'affiliation à la Sécurité sociale pour les non-boursiers, un certificat de logement, un passeport et une attestation d'inscription auprès d'une faculté.

Dernière minute : un accord partiel est intervenu entre l'ambassade et les étudiants portant sur un certain nombre d'entre eux, mardi 26 août. Les étudiants ont quitté le foyer contre la promesse écrite du rétablissement de la bourse d'étude d'un certain nombre d'entre eux. Mais l'ambassade demande maintenant l'aval de son gouvernement ; les problèmes des étudiants burkinabés ne sont pas terminés.



## ÉDUCATION NATIONALE

# Monory le casseur

**C**ELA ne fait que quelques mois que sévit notre nouveau ministre de l'Éducation nationale, mais que le temps semble long déjà ! Aucune mesure tant soit peu positive, mais de la casse, encore et toujours ! Monory est pressé : est-ce l'échéance des présidentielles qui déjà pointe le nez, toujours est-il qu'il cogne, frappe... à tous les bras et sans répit pour l'école publique et ses personnels. Pour ceux-ci, plus de doute permis : on ne fera pas l'économie de la lutte sous peine de sombrer tout à fait. Alors la mobilisation peut-elle ? Voire... Toutes les raisons sont pourtant réunies.

### Non, la rentrée n'est pas satisfaisante !

Pas de gros accroc, il est vrai. Ainsi chaque élève a trouvé face à lui un enseignant, cela ne signifie rien de plus. Partout la situation stagne donc, avec toujours et partout des enfants non accueillis en maternelle, des classes trop chargées en primaire et au collège. Dans les lycées, la situation s'est même nettement dégradée : on ne compte plus les classes à 38 ou 40 élèves ! Et Monory de clamer partout qu'il a créé une poignée de postes nouveaux pour ces mêmes lycées : postes nouveaux, mon œil ! Mais pas un journaliste des grands médias pour dire que ces postes ont tout simplement été piqués aux personnels non-enseignants de l'Éducation nationale : agents administratifs, d'entretien, etc. L'opinion publique s'émeut de l'absence d'un

prof, qui va se soucier de savoir si le ménage est régulièrement fait dans les classes ?

Ajoutons encore que le budget 1987 va prévoir à nouveau un long convoi d'emplois supprimés mais que l'enseignement privé reçoit lui des postes nouveaux : déjà 400 postes pour les lycées privés.

Quant à nos salaires, ils resteront bloqués ; pourtant, depuis 1982, la désindexation sur les prix nous a déjà fait perdre 4% de notre pouvoir d'achat. On le voit donc, les salaires et les conditions de travail sont durement remis en cause.

### Les autres coups bas

Mais à ces attaques « classiques », déjà mises en pratique par la gauche, Monory en ajoute d'autres : il veut aller plus loin ! Il souhaite tout d'abord renforcer la hiérarchie, partout et considérablement. Il s'apprête à créer une fonction de « maître-directeur » dans les écoles primaires, là où le directeur n'était jusqu'ici qu'un simple collègue chargé de quelques tâches administratives en plus.

Dans les collèges, la rénovation entreprise depuis 1984 devra être « contrôlée » par l'Inspection générale. Dans le calcul du barème des professeurs — qui détermine leur carrière, leur possibilité d'obtenir de nouveaux postes... —, la note de « mérite » écrase désormais tout à fait l'ancienneté : les « fidèles », les « soumis » seront « justement » récompensés !

Avec l'évaluation des élèves, plus régulières et institutionnalisées (ainsi les enfants entrant en cours élémentaire 2<sup>e</sup> année feront dès cette année l'objet d'une telle évaluation), on s'achemine à coup sûr vers la mise à l'écart des élèves en difficulté qui gênent bien sûr la bonne progression de nos futurs cadres dynamiques. Eilisme oblige !

### La polémique sur les assurances

Par une note de service, Monory entend interdire aux enseignants d'aider à la diffusion des documents des Mutuelles Assurances Élèves (M.A.E.). Au tout début de l'école publique, de nombreux enseignants furent condamnés, pour défaut de surveillance par exemple, dès qu'un élève se blessait. Très vite, ils créèrent donc des mutuelles chargées de les protéger.



En ces temps où solidarité avait encore un sens, ces instituteurs refusèrent de se protéger eux-mêmes sans offrir, dans le même temps, ce même service à leurs élèves. Ainsi naquirent en 1935, à l'initiative du S.N.I., les M.A.E. Depuis, les enseignants ont toujours fait vivre bénévolement cette assurance mutualiste qui couvre les élèves contre les risques d'accident pendant la classe et sur le trajet de l'école, et qui est forte aujourd'hui de six millions de cotisants.

Monory poursuit ainsi deux buts : affaiblir tout d'abord ce qu'il nomme l'« empire F.E.N. », éliminer un concurrent sérieux des assurances privées qui n'avaient jamais admis de voir s'échapper un marché qui pourrait être si juteux pour elles.

Bien sûr les M.A.E. ont participé, à l'intérieur d'U.E.S.-Médias, au renouveau du quotidien *le Matin*, une bavure dont nous nous serions bien passé pour répondre aux accusations du ministre lorsqu'il prétend que « les cotisations entrent dans la poche du syndicat ».

Ceci dit, les M.A.E. sont à défendre malgré cela car déjà elles représentent un service essentiel pour les familles, les plus démunies en particulier, qui risqueraient de se retrouver sans couverture ou deviendraient la proie d'assureurs privés. Déjà ceux-ci multiplient les pubs plus ou moins mensongères dans les grands médias. Ils vont main dans la main avec le ministre, à se demander si celui-ci n'a pas reçu

quelques pots de vin ! Mais encore parce que c'est l'esprit mutualiste lui-même, si cher aux libertaires, qui est remis en cause. La F.E.N., les M.A.E. ont décidé de passer outre l'interdiction du ministre : là était bien la seule réponse responsable.

### La riposte ?

On le voit, il s'agit bien d'une véritable déclaration de guerre. Monory prépare désormais un décret visant à interdire l'heure mensuelle d'information syndicale pendant les heures de service pour les enseignants. Rien n'est épargné !

La F.E.N. bougera-t-elle enfin ? Se contentera-t-elle, comme à l'habitude, de belles et fouguesuses mises en garde qui restent sans lendemain ? Saura-t-elle dépasser ses querelles internes (opposition entre socialistes et communistes, principalement) ? Restera-t-elle toute absorbée par ses projets de restructuration, c'est-à-dire pour la majorité fédérale créer une grande fédération de la fonction publique, cela avec l'aide de quelques autres syndicats autonomes ?

Et si les personnels, enfin conscients que l'heure est à la lutte, prennent les devants en se lançant dans les actions qui aujourd'hui, plus que jamais, s'imposent ? Voilà ce à quoi travaillent les travailleurs libertaires présents dans l'Éducation nationale.

J.-M. BAVARD  
(liaison de Noyon)

## EDMOND MAIRE ET LA PRÉCARITÉ DE L'EMPLOI

# Jusqu'où ira-t-il ?

**L**ES temps ont changé. Ce n'est plus du Perron de l'Élysée que Maire fait les déclarations tapageuses qu'il affectionne, mais dans l'ombre de son bureau de Belleville. La tonalité n'en a guère changé pour autant et son dernier coup d'éclat, signé par un article dans *le Monde* du 20 août, ne peut avoir que les mêmes conséquences que les précédents. En premier lieu, interpellé directement les militants de son organisation, qu'il cueille à nouveau à froid.

### Combattre le chômage ? Facile !

Il est sans doute malhonnête de réduire son texte sur la question du chômage à ces fameux « petits boulots » dont il accepte le principe et pour lesquels il suggère de trouver un cadre réglementaire. Mais à qui la faute, sinon à lui-même, si cette proposition éclipsé toutes les autres ?

S'il rappelle que « la réduction du temps de travail est un levier irremplaçable » pour diminuer le chômage, ce n'est qu'en guise de préambule et en précisant d'emblée que cette orientation ne suffirait à retrouver le plein emploi.

Il énumère ensuite trois types de propositions plus concrètes, mais aussi plus limitées :

- trouver un système simple de « calcul des charges sociales sur des bases forfaitaires » pour résoudre le problème des petites entreprises qui hésitent à embaucher parce qu'elles ne parviendraient pas à y voir clair dans ce que ces embauches leur coûteraient réellement. Si on peut douter qu'il y ait là une réelle solution, on n'y voit pas pour autant une proposition scandaleuse.

- apporter des garanties, notamment en terme de déroulement de carrière, à tous ceux (et surtout celles) qui aspirent à exercer un travail à temps partiel. Bien sûr, à partir du moment où le temps partiel existe, le syndicalisme doit se préoccuper de maintenir et d'étendre les droits et garanties de ces travailleurs, mais qui ne voit qu'aller dans ce sens — et les statistiques le montrent bien — mène surtout à inciter les

femmes à retourner à la maison tenir leur rôle de mères de familles, au détriment de leur droit à l'emploi à l'égal des hommes ?

- créer des « conditions fiscales et sociales appropriées » pour le développement de toutes les activités utiles, souvent abandonnées au travail au noir parce que leur coût dans le cadre de la réglementation dépasserait la capacité de financement pour des activités non rentables.

### On paye moins on fait travailler quand on en a besoin...

C'est bien là qu'est le problème essentiel des déclarations de Maire. Passe encore pour les mesures fiscales : on peut effectivement admettre sans mal que la garde des enfants ou des personnes âgées sont des activités si utiles socialement qu'elles méritent bien de ne pas être taxées comme les grandes industries.

Mais qu'entend-on par ces conditions « sociales » dérogeant au droit commun ? Pourquoi un emploi jugé socialement utile serait-il dévalorisé au niveau de sa rémunération, de sa garantie de permanence pour le salarié ? D'autant plus que certaines de ces activités sont déjà prises en charge partiellement. On aboutirait, avec un tel système, à un renforcement de la dualité du monde du salariat, avec par exemple des sous-emplois de garde des enfants à la petite semaine opposés aux emplois statutaires des crèches et jardins d'enfants, des sous-emplois d'aide au maintien des personnes âgées à domicile opposés aux emplois stables et garantis des hôpitaux, asiles et autres maisons de retraite.

Ce ne sont pas ces activités qui ne sont pas solvables ! Ce sont ceux qui pourraient en bénéficier et qui en sont rejetés par le système. On sait depuis longtemps, par exemple, que payer quelqu'un pour aider les personnes âgées à rester chez elles, même à temps plein, reviendrait moins cher à notre système de protection sociale que de les garder artificiellement dans des services d'hospitalisation aux coûts de fonctionnement élevés... mais dont il importe

d'assurer la rentabilité par une occupation maximale des lits. On peut donc parfaitement assurer la prise en charge de tels travaux dans le cadre des conditions générales de l'emploi, et plus précisément dans le cadre des personnels hospitaliers.

### Combattre le chômage en assurant la garantie de l'emploi utile

Le « chômage zéro » est une utopie dans le cadre du système capitaliste basé sur la loi du profit. Il n'en reste pas moins de larges possibilités d'action dans ce domaine pour un syndicalisme offensif.

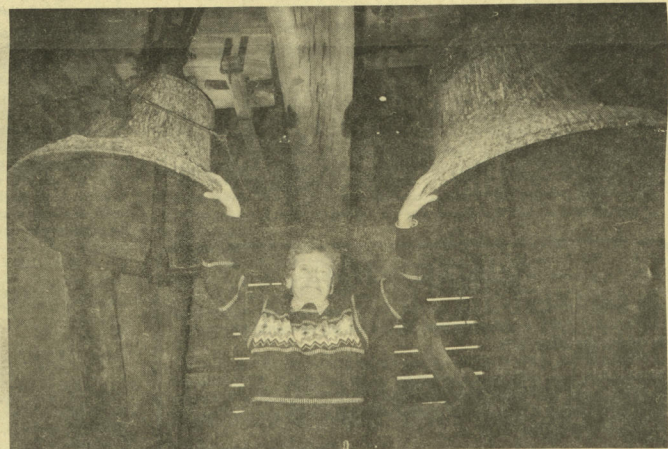
En premier lieu, l'ampleur de la tâche à accomplir suppose la mobilisation d'énergies au niveau interprofessionnel, car c'est à ce niveau-là seulement qu'on peut agir efficace-

ment pour la création d'emplois nouveaux dont le principal gisement réside sans doute dans ces activités nouvelles de grande utilité sociale. Mais les grandes confédérations, et notamment la C.F.D.T., ont depuis trop longtemps tourné le dos au développement de l'interprofessionnel.

En second lieu, on ne peut espérer mobiliser et gagner dans ce sens si on accepte la pérennisation d'une large catégorie de sous-emplois qui fait peser en permanence la crainte d'un grignotage des acquis dans les secteurs où les syndicats disposent encore de forces dont ils ont besoin pour mener à bien une telle tâche.

Les propositions choc d'Edmond Maire vont à l'encontre de cette vraie bataille pour l'emploi. Mais pour les patrons, c'est tellement chic !

Alain SAUVAGE



Petit boulot : pourquoi pas « carillonneuse » ?

**C**ET été, les pollutions ont encore été un sujet d'actualité avec les premiers bilans de l'accident de Tchernobyl (voir article ci-dessous), le mauvais fonctionnement des transformateurs d'électricité utilisant du pyralène, une marée noire au Venezuela, les feux de forêts, un incident dans la mise en route de la centrale nucléaire de Cattenom (1), une pollution atmosphérique d'origine volcanique au Cameroun (2)...

On pourrait admettre que ces diverses formes de pollution soient accidentelles, sans pour autant en rejeter le danger ni les fortes probabilités pour qu'elles se reproduisent ultérieurement. Il existe en revanche des formes de pollution plus insidieuses dont les origines peuvent être multiples et non accidentelles. Les pluies acides font certainement partie de ces dernières.

#### Massifs forestiers et milieu aquatique

Les premiers signes de dépérissement de certaines espèces végétales auraient été constatés en R.F.A. en 1980. Des résineux comme l'épicéa, le pin sylvestre, le douglas perdaient anormalement leurs aiguilles. Aujourd'hui, les plus récentes évaluations connues quantifient les résineux ayant déjà perdu au moins le quart de leurs aiguilles à 25% en R.F.A., 10% en Suisse, 7% en

## POLLUTION Les pluies acides

Autriche, 20% dans les Vosges. Chez les feuillus, comme le hêtre, il a été observé une feuillaison tardive, une décoloration, une déformation et une chute précoce des feuilles.

Une acidité anormale des eaux de lacs a été constatée dans les pays scandinaves et au Canada. Cette acidité pourrait être à l'origine de la disparition progressive des populations animales et végétales de ces lacs. Ainsi en Norvège, 2 000 d'entre eux auraient perdu leurs poissons. Au Canada, 4 600 lacs seraient « morts » et 12 000 autres sévèrement atteints.

#### Milieu urbain

Les phénomènes observés en milieu urbain sont beaucoup plus anciens, ce qui peut déjà donner une indication

quant à leurs origines. L'acidification de l'atmosphère y a été constatée depuis plus de trente ans, notamment dans les grandes villes sujettes au froid, où des brouillards acides ont été la cause d'accidents très graves. C'est ainsi qu'à Londres, entre le 5 et le 9 décembre 1952, on enregistra 4 000 décès.

L'acidité se manifeste sous la forme d'une corrosion anormale de la pierre et des métaux. Cette corrosion accélère la dégradation des monuments (les cas de Venise et d'Athènes sont significatifs).

L'acidité agit aussi sur l'espèce humaine. Elle serait la cause d'affections pulmonaires (trachéite, bronchite, asthme...). Elle provoquerait des troubles de la vue et des conjonctivites. Elle influencerait sur la résistance à la fatigue et sur la croissance de l'organisme.

#### Origines des pollutions acides

Les principaux polluants contenus dans l'atmosphère seraient l'oxyde de carbone et les oxydes d'azote. Ils proviendraient essentiellement des combustibles utilisés pour le chauffage, les centrales thermiques, les transports routiers et aériens. A ces principaux polluants il faut ajouter un certain nombre d'autres dus aux industries : chlore, fluor, vapeurs nitreuses, etc., pour les polluants gazeux ; poussières, silicates, cendres et suies... pour les polluants solides. Les incendies de forêts et certains phénomènes volcaniques (2) participent à ces pollutions.

A l'origine des pluies acides, il y aurait l'action photooxydante des rayons ultra-violet émis par le soleil sur les hydrocarbures et les oxydes d'azote présents dans l'atmosphère. Ces derniers se transformeraient alors en ozone. Pour les phénomènes observés en massifs forestiers, il pourrait y avoir aussi d'autres origines, liées au développement des monocultures de résineux. Ces monocultures fragilisent les sols et les acidifient. Il reste à trouver le lien entre les orientations de l'exploitation forestière et les maladies observées ces dernières années.

#### Un problème de civilisation ?

Les recherches pour comprendre les origines et les mécanismes des pollutions acides sont loin d'être terminées. Pour les prochaines années, les mesures envisagées par certains gouvernements concernent la mise en place, sur tous les véhicules automobiles, de pots catalytiques et, à plus long terme, la suppression du plomb dans l'essence.

Rien ne permet d'affirmer que ces mesures seront suffisantes, car la circulation routière n'est certainement pas seule en cause. Si l'acidification croissante de l'atmosphère nécessitait des transformations de certaines structures industrielles, celles-ci ne pourraient se réaliser sans l'aboutissement de programmes de recherches permettant une mutation technologique. On peut douter qu'une « symbiose » plus rigoureuse avec certains mécanismes de la nature puisse se réaliser dans le cadre de la société actuelle (3).

C.D. (Evreux)

(1) « Le Monde » du 26 août, p. 7.

(2) « Le Monde » du 26 août, pp. 1 et 4.

(3) « La Rue » n°24, pp. 21 et 22, numéro spécial « L'Ecologie ». Sur les pluies acides : « Science et avenir » n°472, juin 1986 ; « La Recherche », mars 1986.



## POLLUTION Après l'accident de Tchernobyl

**L'**ACCIDENT de Tchernobyl a permis de démontrer, une fois de plus, les lacunes de l'information pour ce qui concerne le nucléaire. Lacunes dues au lobby E.D.F.-C.E.A., avec l'accord tacite du gouvernement et des responsables français du Service central de protection contre les rayonnements ionisants.

En effet, c'est par l'intermédiaire d'organismes suédois que des services de presse français auraient appris le passage du nuage radioactif au-dessus de nos régions. Ensuite, il y a eu polémique sur la quantité admissible de radioactivité et il est surprenant de voir que les seuils admis en France sont nettement supérieurs à ceux d'autres pays européens.

Ainsi, nos services ont adopté un seuil de 2 000 becquerels (bq.) par litre de lait sur « conseil de l'O.M.S. (Organisation mondiale de la santé) au cours de sa réunion du 6 mai à Copenhague », alors que cette recommandation de l'O.M.S. n'apparaît pas dans le document remis à cette occasion ! A titre indicatif, le conseil des communautés européennes recommandait un seuil de 500 bq. par litre de lait...

Cette polémique sur les seuils admissibles ne reflète que le manque de connaissances sur ce sujet. La Commission internationale de protection radiologique (C.I.P.R.) dit bien qu'il n'existe pas de seuil en dessous duquel rien ne soit observé, mais admet tout de même la notion de doses admissibles.

Au sujet de Tchernobyl, il faut ajouter le manque d'informations sur les quantités rejetées dans l'environnement. Il se pourrait d'ailleurs qu'il y ait toujours des fuites de radioactivité, mais cette information reste à vérifier. D'autre part, certains isotopes radioactifs sont plus dangereux que d'autres et plus difficiles à doser. Ainsi de nombreuses incertitudes demeurent quant aux effets possibles.

Selon l'Agence internationale de l'énergie atomique (A.I.E.A.), l'accident de Tchernobyl pourrait être à l'origine de 24 000 décès par cancer. Le service de radioprotection suédois annonce les chiffres de 80 à 8 000 morts en Europe dans les vingt années à venir. Dans tous les cas, il ne s'agit que d'hypothèses. Mais quelles contradictions avec les responsables des services français affirmant qu'il n'y a aucun danger !

C.D. (Evreux)

Pour avoir un peu plus d'informations, voici un complément aux références citées dans le « Monde libertaire » n°622, p. 5 :

- « Le Monde » du 26 août 1986, p. 5, « La conférence de Vienne » ;
- « Le Monde » du 28 août 1986, p. 20, suite de la conférence de Vienne ;
- « La Recherche » n°180, septembre 1986, « Tchernobyl, un nuage d'incertitudes » ;
- émission de télévision « Revue de Presse/Droit de réponse » de mai 1986.

### COMMUNIQUÉ

**S**ERGE LIVROZET a été arrêté. Serge est un compagnon de longue date. Il a été un collaborateur du « Monde libertaire » et de Radio-Libertaire.

Aujourd'hui, une certaine presse ne se prive pas de faire l'amalgame entre ses activités politiques et ce pourquoi il est accusé actuellement. La Fédération anarchiste tient à dénoncer le caractère calomnieux donné à cette affaire et assure Serge Livrozet de toute sa sympathie.

Fédération anarchiste

## Marche contre l'apartheid

**C'**EST dans un climat de racisme et de fascisme dont notre région a été le théâtre cet été que, pour la seconde année, Pierre Camara a entrepris une marche contre l'apartheid en Afrique du Sud. Pays où tortures, esclavage, ségrégation, humiliations et censure sont autant de maux dont sont victimes des millions de Noirs. Un pays où la majorité noire se voit refuser les droits les plus élémentaires par une minorité blanche s'arrogeant tous les droits et les pouvoirs de décision.

C'est pour faire face à tant d'aberrations et d'injustices, et pour la liberté du peuple noir, que Pierre Camara avec de faibles moyens a décidé de faire ce périple sur les routes de France. Pour, dit-il, essayer de faire réagir les gens et les médias contre l'apartheid. Parti de la place de la Liberté à Toulon, le 31 août, il fera étape successivement à Moulins (11 septembre), Nevers, Orléans, Chartres (17 septembre), Caen (22 et 23 septembre), Lisieux, Evreux, Saint-Germain-en-Laye et enfin à Paris (27 septembre) ; soit 1 300 kilomètres en vingt-cinq étapes.

Soyez donc nombreux à venir l'encourager (et pourquoi pas l'accompagner) dans sa lutte contre l'apartheid.

BRUNO (Gr. Région-Toulonnaise)



## La police veille les jeunes en meurent !

**P**ASQUA n'est pas un homme intelligent. En quelques mois, il a réussi à raviver le vieux conflit opposant la police et les citoyens qu'elle est chargée de « protéger ». Tant mieux ! Il est vrai que lors des deux meurtres de cet été, le sinistre Fernandel de la place Beauvau a fait très fort.

Rue Mogador, le cadavre de Loïc Lefèvre était encore chaud et le C.R.S. Burgos ricanait toujours que Pasqua et son acolyte Pandraou commençaient à « baver » (!). « La victime était connue des services de police. » Sous-entendu : le C.R.S. Burgos n'a fait que son devoir en mettant hors d'état de nuire un dangereux malfaiteur. Manque de pot, les témoignages affluèrent et, à part un excès de vitesse, rien ne pouvait être reproché » à Loïc.

A Fontenay-sous-Bois, quelque temps après, c'est au tour de William Normand d'être assassiné par le gardien de la paix (sic) Eric Laignel. Cette fois, Pasqua et sa bande font dans la surenchère. C'était un voleur ! Il arrachait les sacs à main à moto. (Avec une 1300 Kawasaki, le vol à l'arraché relève de l'exploit ou bien William Normand arrachait-il le sac plus sa propriétaire ! Etonnant que Pasqua n'ait pas qualifié aussi William de... preneur d'otages !) Là encore, les invraisemblances vont se multiplier. Pasqua s'en fout royalement !

L'idée que Pasqua veut faire passer est toute simple. Chirac, dès le 16 mars, a également préparé le terrain. La France a peur. La police est là pour la rassurer. Si elle tue de temps en temps, c'est regrettable, mais c'est inévitable ! Fini les épuisants débats sur la peine de mort, les discussions à n'en plus finir, l'humanisme béant... Un policier t'interpelle, tu t'enfuis, tu es mort, point final. On ne perd plus de temps en formali-

tés. Du coup, les citoyens s'inquiètent... Normal ! Les moutons sont assez bien soumis à leurs chiens de garde, mais quand ces derniers se mettent à égorger leurs agneaux à tout va, les moutons finissent par renauder !

Signalons au passage que la mort de deux jeunes prolétaires blancs innocents ou presque a provoqué beaucoup plus de remue-ménage que celle de dizaine de jeunes prolétaires basanés sûrement coupables de quelque chose. A croire que le problème n'est pas de constater que les policiers flinguent chaque année des jeunes qui leur tournaient agressivement le dos ou glissent sur des feuilles mortes (et-le-coup-est-parti-tout-seul, chef), mais bien, depuis le 16 mars, de vouloir faire croire que la police devient plus meurtrière quand le gouvernement est de droite. Lamentable !

La presse d'opposition, qui hier évitait de s'attaquer aux forces de l'ordre, se déchaîne aujourd'hui contre les « bavures ». On nous ressort le vieux couplet sculé des « brebis galeuses qui contaminent le troupeau », comme si la police était un corps sain avant le retour de la droite (au secours !).

Certes les campagnes sécuritaires des Pasqua, Le Pen, Chirac and co. ont joué dans ce qui se passe aujourd'hui. Certes, les flics fascistes révoqués avec tinta-marre par les socialistes ont été réintégrés par la grande porte à la « Grande Maison ». Certes, les éléments d'extrême droite bénéficient d'un appui à peine caché du gouvernement pour durcir encore plus la police. Mais enfin, qu'est-ce qu'un flic, à la fin ? Quel est son rôle dans la société ?

Un policier est un homme armé chargé de faire respecter l'ordre établi. Il protège les intérêts d'une minorité qui vit de l'exploitation de la majorité, et on l'a dressé à tuer

pour cela. N'en déplaise à ceux qui veulent à tout prix « réconcilier la police et la population », et qui jouent les charognards sur les cadavres de Loïc et de William pour faire fructifier leur affaire.

« La police veille, les jeunes en meurent ! », clamaient des bombages anarchistes dans les rues de Montreuil la veille de l'enterrement de William Normand. C'est une vérité qu'il faut bien s'enfoncer dans le crâne. Demain ça peut être ton tour, ou le mien... Pour avoir voulu échapper à un contrôle, pour avoir pris un sens interdit, pour avoir refusé l'inacceptable ! Tous des cibles !

La police s'est convaincue de son impunité. « On » la couvre en haut lieu si besoin s'en fait sentir. Montrons que cette impunité n'est pas acquise, non pas en allant pleurnicher pour que les flics-tueurs soient châtiés par le système qui les a produit, mais en combattant cet ordre-là.

GIL



Et si on disait qu'ils étaient anarchistes ?

## L'été meurtrier

**L**ES vacances ont commencé comme un cauchemar et se sont poursuivies comme une hallucination. Pasqua et ses porteflingues peuvent sortir les grands mouchoirs à carreaux pour s'essuyer la bouche. L'été fut baveur, et les fauves ne semblent pas être tout à fait rassasiés.

Deux cadavres. Deux policiers. Deux éjaculations sublimes. Deux pauvres types aveuglés par leurs visières, certains de l'impunité, confiants dans leur chef et peut-être bons pères de famille, transcendés par les épaulettes, ont salement tué deux promeneurs qui avaient commis le délit d'être là, errants dans la jungle d'asphalte et de béton, entre la rue Mogador et Fontenay-sous-Bois.

Evidemment que nous autres anarchistes dénonçons ces crimes pitoyables, évidemment que nous constatons une fois de plus que le principal facteur d'insécurité c'est la présence des miliciens d'Etat assermentés et veules dans notre univers quotidien. Mais plus loin, circonstances aggravantes et fondamentalement plus dangereuses,

c'est l'apathie institutionnelle, le manque total de réactions des petits Blancs qui, à travers leur paralysie cérébrale, ne font que légitimer voire encourager ces meurtres. Les journalistes gentils se sont emparés des affaires pendant quelques jours, mais se souviendra-t-on demain de..., de..., comment s'appelle-t-il déjà le voleur de stylos ?, le jour où nous aurons un peu bu ou que nous prendrons un sens interdit. Et si on a affaire tous les jours avec des pseudos voleurs de sacs à main, on a tous les jours à faire avec la police.

Mais ne nous laissons pas piéger. La peur du gendarme, principe de base du citoyen lambda, ne doit jamais servir de prétexte à l'instauration d'un couvre-feu quasi-volontaire et vachement rassurant. Les girophares bleus et les Magnum 357 ne seront pas les Hells Angels du libéralisme. Et si la police a sa bave, réservons-lui nos crachats les plus beaux. La petite délinquance, la lutte anti-drogue ou anti-terroriste ne sont que de mauvais prétextes pour voir pousser les caquettes et s'épanouir en gerbe mirabolante la terreur officielle au terme de laquelle on se débarrasse de grands coups de pompes dans le train des immigrés ou bien des réfugiés.

Les garanties d'impunité délinvées par Chirac et son escadrille de truands de haut vol (Pasqua, Challengon...) ont eu pour effet de voir la ficelle se précipiter dans la rue comme la petite vérole sur le bas-clergé et commettre les deux immondes bavures que l'on sait.

Mais quelque part en Afrique, c'est l'été toute l'année. Des ventres ballonnés sur des jambes squelettiques, des têtes énormes, les yeux hallucinés dévorés par les mouches sur des cous décharnés achèvent doucement de mourir au soleil. Notre bon vieil occident n'en finit pas décidément pas de baver.

Jean-Pierre GAULT

### OFFENSIVE INTENSIFIÉE CONTRE LES RÉFRACTAIRES A L'ARMÉE

## Pourquoi l'insoumission ?

**C**HOISIR l'insoumission totale à l'armée, plutôt que le statut d'objecteur ou la réforme pure et simple, n'est pas une décision facile à prendre. Elle peut coûter deux ans d'emprisonnement. Prendre une telle décision est avant tout un choix individuel, qui consiste à rendre cohérents ses actes et sa pensée.

Choisir l'insoumission et risquer l'incarcération, c'est aussi lancer un appel. Un appel à la réflexion sur les problèmes posés par la course aux armements, ainsi que sur les concepts de pouvoir et de patrie.

Choisir l'insoumission, c'est prendre le droit d'agir au sein d'une société qui ne peut évoluer que si les hommes et les femmes qui la composent décident eux-mêmes, par leurs actes, de l'orienter différemment.

Pourquoi différemment ? Parce que la machine sociale dont nous sommes les rouages est de moins en moins contrôlable, même par ses grands prêtres. Parce que cette machine est un véritable rouleau compresseur capable d'écraser avec de moins en moins de discernement tout ce qui lui fait obstacle pour arriver à ses fins.

Et quelles fins ? Elles se retrouvent toutes dans la volonté de pouvoir. Avec, parfois, des semblants de justification qui satisfèreront une majorité d'électeurs comme la nécessité de l'Etat, de l'armée, du profit. Il est entendu qu'il serait irréaliste d'imaginer la suppression soudaine des structures qui nous encadrent dans un coin de la planète. Mais il est tout aussi évident que l'« ordre » qui règne aujourd'hui n'est pas tolérable.

Pas tolérables, ces conflits qui ravagent des pays entiers, otages des grandes puissances et de leurs propres dirigeants.

Pas tolérable, l'exploitation économique qui plonge toujours davantage d'hommes et de femmes dans la famine et la misère.

Pas tolérable non plus, ce lavage de cerveau qui nous est imposé, à nous, habitants des pays industrialisés de l'Ouest comme de l'Est. Nous apprenons dès la naissance à nous méfier des autres, et non à les respecter. Nous apprenons aussi que l'« ordre » c'est l'autorité. Que sans le

parrainage de celle-ci, toute vie sociale serait anéantie. Et nous l'apprenons si bien que, en effet, sans l'encadrement (plus ou moins rigide, suivant les régimes) dans lequel on nous permet d'évoluer, nous nous sentirions perdus comme des chiens débilés à qui on aurait ôté leurs laissees.

Nous sommes devenus des « *humanus docilis* », serviles devant toute hiérarchie imposée par l'Etat et ses chiens de garde. Mais ce qui est plus grave encore, c'est que nous ne parvenons même pas à imaginer ce que serait notre vie si nous étions soudain livrés à nous-mêmes, capables enfin de nous autogérer sans le regard de l'Autorité. On me rétorquera qu'en France, nous avons au moins la chance d'être gouvernés par un régime parlementaire. Cela est vrai et nous ne pouvons que nous réjouir de ne pas avoir, actuellement, à subir le joug et les horreurs d'une dictature. Mais, si le régime est différent, est-ce que le système, lui aussi, est différent ? Est-ce qu'il est orienté de façon à encourager l'épanouissement d'autres valeurs que celles de pouvoir, de profit ? Il ne me semble pas. Les grands prêtres de ce système sont toujours là pour nous rappeler, au besoin par la force, que notre rayon d'action ne doit jamais déborder les limites sur lesquelles reposent les sacro-saints principes d'autorité, de dépendance.

Ma démarche est individuelle, avant tout. Et cela même si elle s'inscrit dans un courant de pensée partagé par les libertaires et les antimilitaristes. Elle essaie d'être fidèle à ce qui est une des principales qualités de l'homme : la conscience.

C'est pour cela que je suis un mauvais citoyen.

Rémi WEYL

P.S. : Je tiens à préciser que l'objection de conscience étant par nature même un droit appartenant à chacun d'entre nous, il est tout à fait absurde et révoltant de vouloir l'enfermer dans un statut, aussi libéral soit-il.

**L**E 18 juillet 1986, Rémi Weyl, insoumis lyonnais, a été arrêté et incarcéré à la maison d'arrêt de Montluc. Afin de constituer un éventuel dossier de réforme, il devrait être présenté à l'hôpital militaire Desgenettes le mercredi 3 septembre, son procès étant prévu pour le vendredi 26 septembre.

Un comité de soutien à Rémi Weyl, qu'on peut contacter au local anarchiste, 13, rue Pierre-Blanc, 69001 Lyon, s'est aussitôt constitué, entreprenant une campagne en vue d'obtenir la libération de Rémi. Plusieurs rassemblements, des scènes mimées dans l'artère piétonne, des appels téléphoniques continus au standard du chef d'état-major de la 5<sup>e</sup> région militaire, des rues rebaptisées, ont ponctué durant le mois d'août la mobilisation visant à briser la quêtude de l'exp-capitale des Gaules.

Cette incarcération confirme l'intensification (qui ne semble qu'à ses débuts) de la répression contre les réfractaires : cinq objecteurs insoumis en procès début octobre à Rennes, Bernard Jaudon convoqué devant la justice mercredi 10 septembre pour l'application de sa peine, etc. Personne ne doit rester isolé, le soutien de chacun et de tous doit s'effectuer partout.

Gérard COSTE

Adresse de Rémi Weyl : maison d'arrêt Montluc, écrou 4 281, 1, rue Jeanne-Hachette, 69003 Lyon. Pour protester, on peut appeler au 78.53.28.83.

## JAPON

## Mais à quoi servent donc les élections ?

**P**LEUVRA, pleuvra pas ? Telle était la glorieuse incertitude qui régnait avant le jour des élections, en conclusion d'une campagne électorale plus nulle que jamais. Telle était la seule inquiétude qui agitait un tant soit peu les derniers bulletins télévisés et les visages des politiciens de tout poil. Juin et début juillet, c'est la saison des pluies au Japon, le moment où la queue de mousson fait craquer ses gros nuages imbibés d'eau pompée dans l'océan Pacifique.

La pluie, c'était la menace des électeurs préférant aux urnes le plaisir de rester chez soi à l'abri, ce qui gêne plutôt les partis « conservateurs » (*hoshu*) qui puisent traditionnellement dans cet électoral flottant. Le beau temps, ce sont les partis « progressistes » (*kakushin*) qui perdent du terrain. Ce dimanche 6 juillet, il n'a pas vraiment plu, il n'a pas fait vraiment beau non plus. Résultat : un taux de participation mi-figue mi-raisin, 71,4%, supérieur à celui des dernières élections législatives de 1983, mais inférieur aux records (plus de 85%) d'après-guerre de la toute jeune démocratie japonaise.

De toutes manières, on constate un dédain de plus en plus profond et de plus en plus marqué du peuple japonais vis-à-vis des jeux politiques ; dans les grandes villes, le taux d'abstention est encore plus fort (35%) ; à Tokyo, il est au maximum (près de 40%), comme si la plus grande proximité du pouvoir achevait de dégouter les gens. Et il y a de quoi, là comme ailleurs ! Un proverbe bien connu résume la situation : « *A trois on perd, à quatre on gagne* ! »... ou le nombre de millions de yens qu'il faut pour avoir une chance d'être élu !

## Triomphe du Parti libéral-démocrate

Les jeux étaient pratiquement faits avant même le jour du vote. Les médias pouvaient se permettre d'annoncer, en se gargarisant, que pour la première fois des affaires de concussion électorale avaient été sanctionnées avant le scrutin (à Chiba, des électeurs obligés recevaient quelques petits billets de banque). Les derniers sondages prévoyaient, avec une précision parfois stupéfiante, la victoire du Jimintô (Parti libéral-démocrate, au pouvoir) et sa majorité absolue en sièges dans la Chambre des représentants (Assemblée nationale) et dans la Chambre des conseillers (Sénat) de la Diète (Parlement). Seule son ampleur surpasse.

Le Jimintô ne recueille pas tout à fait 50% des voix, mais grâce à un découpage électoral qui l'a toujours favorisé, en particulier par l'importance des circonscriptions rurales qui votent traditionnellement conservateur, il obtient 304 sièges à la Chambre des représentants, soit 54 sièges de mieux, et une confortable majorité sur un total de 512 sièges. C'est incontestablement une victoire pour Nakasone Yasuhiro, le Premier ministre sortant, qui a voulu distancer ses rivaux Abe Shintarô (ministre des Affaires étrangères sortant), Takeshita Noboru (ministre des Finances sortant) et Miyazawa Kiichi (président du conseil exécutif du parti) au sein du parti en décidant des doubles élections anticipées. Il pourra donc faire modifier plus aisément, à l'automne, les statuts de son parti qui lui interdisaient une troisième reconduction au poste de président, c'est-à-dire de facto à celui de Premier ministre.

## Nakasone, symbole d'un certain Japon

Depuis son accession au pouvoir, Nakasone a résolument joué la carte d'une personnalisation dans la politique, brisant ainsi avec une tendance d'après-guerre qui voyait se succéder des politiciens effacés et paratechnocrates, mais renouant également avec le phénomène Tanaka (Premier ministre au début des années 70, démis à cause du scandale Lockheed, encore triomphalement réélu aujourd'hui) ; c'est-à-dire, en fin de compte, avec la relative « leaderisation » qu'avait entamé la « stratocratie » fasciste d'avant-guerre et qu'avait interrompu la défaite militaire.

Les jeux de coulisse existe toujours (Tanaka reste le tout-puissant patron de la faction à laquelle appartient Nakasone), mais le contexte international, à savoir la nécessité pour le Japon de remplir le rôle politique que lui donne sa puissance économique, plus le souhait du gouvernement

américain de se voir plus concrètement relayé en Asie orientale par son allié, poussent à cristalliser des personnalités. Celui de Nakasone, que les médias japonais jamais en panne d'inspiration appellent déjà le « nouveau leader » (*nyû-ridô*, sans rire !), ne laisse pas d'être inquiétant : son passé au cours de la guerre, ses connexions avec l'idéologie et les groupes d'extrême droite sont médiatiquement masqués par sa personnalité empreinte d'un certain charisme, de douceur et de caractère.

Les Japonais, en mal d'identification dans cette société mégapolitaine qui secoue durement les valeurs et déboussole les individus, dans cette société du spectacle permanent, ces Japonais que l'on disait méfiants à l'égard de leur Premier ministre (n'a-t-il pas essuyé de nombreuses critiques après le sommet de mai ?), eh bien, ils ont été nombreux à voter pour lui. Dans sa propre circonscription, il a fait un tabac. Nakasone symbolise la puissance d'un Japon qui a soif d'une notoriété politique, qui est prompt à oublier un passé douteux (citons les fastes qui ont marqué le 60<sup>e</sup> anniversaire d'un empereur qui était à la tête de la guerre ou encore la visite officielle du gouvernement au sanctuaire des soldats tombés pour l'Empire) et qui désire une certaine revanche. Nakasone, en fin politicien, ne s'y est pas trompé : interrogé à la télévision à propos du sommet dont les résultats n'ont guère été probants pour le Japon, d'où les critiques évoquées, il s'est d'abord démagogiquement excusé de la gêne qu'avait occasionné le déferlement policier sur la vie des habitants de Tokyo, puis l'a ensuite justifié par la nécessité pour le Japon d'être reconnu sur la scène internationale, ce qui est enfin fait a-t-il conclu modestement !

La bourgeoisie japonaise rote de prospérité, la petite bourgeoisie pète d'envie, d'impatience et de sa frénésie de parvenue, le bon peuple peut tranquillement digérer le matraquage idéologique que lui assène la



Une usine japonaise... en France.

télévision (un des plus forts taux d'écoute au monde *per capita*), d'une rare ineptie et à côté de laquelle la « défunte » T.F.1 pourrait faire figure de chaîne culturelle. La super-nana du « show-biz », Matsuda Seikô, s'est mariée en grandes pompes médiatiques ; dans les pubs, elle ne vante plus des produits de beauté comme au temps où elle était censée être vierge, elle fait maintenant la promotion des produits ménagers, en parfaite épouse d'intérieur.

## Stagnation ou évolution ?

Pourtant, il ne faut pas être aveuglé par une situation apparemment bloquée. Si l'on reste à l'analyse des résultats électoraux, on peut discerner d'autres tendances. Certes, les centristes divers (le Komeitô, parti bouddhiste, et le Minshatô, Parti social-démocrate, certainement le plus corrompu des partis, ce qui n'est pas peu dire) stagnent lamentablement.

Certes le Parti socialiste (Shakaitô) recule considérablement (de 111 à 86 sièges, lui qui en espérait au moins 100 !) : il paie là le prix de sa stratégie de recentrage à la façon Mitterrand menée par son nouveau leader Ishibashi, mal comprise par certains militants et encore confuse au niveau de l'opinion (c'est quoi un P.S. qui a renoncé au marxisme, à être le parti de la classe ouvrière, qui veut être celui de « tout le peuple » mais qui garde toujours son nom de socialiste ?). La rose du P.S. français qu'il a pris comme symbole du renouveau — et de conquête du pouvoir — avait gardé ses épines...

Certes, les nombreux petits partis n'ont aucun élu. Ils recueillent le fruit de leurs illusions ou de leur incohérences politiques ; le leader d'un des trois partis écologistes n'avait-il pas déclaré qu'il se portait candidat pour bénéficier de la propagande médiatique et que s'il fallait voter efficace, il valait mieux choisir le P.S. ? L'un des responsables du Zatsumintô (que l'on peut traduire approximativement par « parti des pauvres »), qui regroupe des marginalisés comme les « gays », les lesbiennes, les handicapés, les vieillards, etc., le bien sympathique Tôgo, essayait bien désespérément de secouer le désintérêt et l'apathie.

Mais le Parti communiste (Kyôsantô), qui essaie de nager dans les mêmes eaux que son homologue italien, entre l'U.R.S.S. et la Chine, se maintient étonnamment bien (même nombre de siège : 27) et la Fédération populaire (Shamiren, sorte de P.S.U.) gagne même un siège (de 3 à 4). C'est la preuve manifeste du maintien d'un certain noyau dur qui reste sensibilisé aux thèmes pacifistes et socialistes, malgré le raz-de-marée conservateur. Et à Tokyo, comme nous l'avons vu, près de la moitié de la population n'a pas voté, ce qui ne l'empêche pas de prendre sa part dans le mouvement de la société !

## Et la crise ?

Dans les années à venir, le Japon va entrer dans une période de turbulences. Jusque là, il a à peu près réussi à échapper à la crise qui secoue les grandes puissances, grâce à son exceptionnelle pressurage de



M. Yasuhiro Nakasone.

la classe ouvrière, et même moyenne, et grâce à sa politique commerciale conquérante. Les beaux temps sont cependant finis. La crise est un phénomène international qui marque l'apogée d'un processus de mondialisation totale de l'économie capitaliste. Sous la pression des marchés comme des protectionnismes divers, le Japon devra tôt ou tard payer. Un premier symptôme : la hausse du yen, qui pénalise les exportations japonaises et qui commence à toucher sérieusement les entreprises les plus fragiles, c'est-à-dire les P.M.E. ; ce même yen qui vient encore de s'enrichir après la victoire du Jimintô avec un record d'après-guerre : 158,9 yens pour un dollar américain, et les experts estiment que ce n'est pas fini.

Payer, c'est-à-dire accentuer l'exploitation des classes dominées ; la classe ouvrière — déjà mal en point — et même la classe moyenne, qui a goûté aux délices de la société de consommation et de la société des loisirs, l'accepteront-elles aussi facilement qu'avant ? Les nouvelles valeurs individualistes, résultats d'une société industrielle moderne atomisée, permettront-elles un retour aux sacrifices collectifs ? La fasciation progressive, sournoise, mais réelle de la société, puis de la politique japonaises est déjà un élément de réponse. Et Nakasone l'incarne.

En voyant tous ces petits drapeaux japonais agités par les foules au cours des tournées électorales de ce dernier, je ne pouvais m'empêcher de me rappeler ces photos montrant des scènes identiques lors du départ des troupes japonaises contre la Russie en 1905. Mais, attention ! Nakasone n'est qu'un pion parmi d'autres. Il n'y a que la naïveté de l'extrême gauche ou plutôt son éternelle attitude autoritaire de challenger du pouvoir, dans le but de le conquérir, pour concentrer les attaques sur le nom de Nakasone au Japon, comme elle le fait en France en criant au loup avec Chirac. Ce n'est pas le Premier ministre (ou le président) qu'il faut changer, mais le système entier qu'il faut transformer.

Philippe PELLETIER



BELGIQUE

L'austérité politique

L'AGITATION sociale débouche sur la concertation. La concertation débouche sur les vacances. Et si l'agitation reprend à la rentrée (rien n'est moins sûr), au plus elle débouche sur un changement de coalition gouvernementale. Un système politique qui se rétablit comme ça est un régime fort, fort, fort.

Sûr qu'à Val Duchesse, le gouvernement au moment de formuler son nouveau plan d'austérité n'en mesurait pas toutes les conséquences sociales. Forte de son succès électoral, la majorité chrétienne-libérale détenait un pouvoir absolu : région, communauté, pouvoir central. Et dans la foulée, le P.R.L. et le P.S.C. scellaient pour huit ans un pacte de non-agression.

Maîtrise des institutions et cohésion politique : les reins solides d'un plan rigoureux. Tellement rigoureux qu'il a pourtant fêlé le consensus social. Des grèves dans les charbonnages limbourgeois à la manifestation nationale du 31 mai, la « base », ces derniers mois, était mouvante. Jusqu'à déstabiliser l'édifice institutionnel ? Au contraire...

Concertation

Les secousses on atteint en effet le niveau institutionnel : gouvernement et syndicats. Le gouvernement d'abord où des bruits ont couru sur l'éviction d'André Dameseaux, le ministre de l'Education aux propos « idéologiques » maladroits. Quant

au P.S.C., vitupéré par les enseignants, il demanda quelques concessions dans le programme gouvernemental pour désarmer ses opposants (concessions qu'il n'obtiendra d'ailleurs pas).

Les syndicats ont réagi aussi. La C.S.C. déclarait la plupart des mesures « inacceptables », mais malgré la pression de ses militants ne rejoignit pas le Front commun dans des actions d'opposition franches et concrètes. La F.G.T.B. épuisa ses mots d'ordre : de « grève de 24 heures » en « débrayages », de « manifestation nationale » en « actions régionales ».

Simultanément, partenaires sociaux et gouvernement entamèrent la concertation. Le 21 juin, son dénouement : le gouvernement persista et signa les 195 milliards d'économies, sans concession majeure. Déçue par l'intransigeance des ministres, la C.S.C. resta sans voix et sans initiatives. Quant à la F.G.T.B., elle demeura opposée aux mesures prévues « tout en reconnaissant la nécessité d'assainissements ». Son président, M. Vanden Broucke, était « convaincu que les actions reprendront à l'automne ».

Enfin, dans l'enseignement, le Front commun se lézarda définitivement : le C.N.A.P. (association des parents de l'enseignement libre) déserta la résistance car « une guerre ouverte ne s'imposait pas pour le moment ».

Bref, la charpente institutionnelle, antisismique, enregistra

mécaniquement la secousse et serva l'édifice.

Représentation politique

Sûr qu'à Val Duchesse, le gouvernement au moment de formuler son nouveau plan d'austérité en mesurait toutes les conséquences politiques. Puisqu'il aura suffi au « système démocratique » de fonctionner en toute logique : répercuter les tensions sociales au sein des institutions ; donc déplacer le lieu de la représentation politique (de la rue aux partis-gouvernement-syndicats). De la confrontation sociale à la concertation politique.

Jusqu'ici, ce glissement dramatique, long, laborieux, aura suffi pour essouffler la contestation et la mener adroitement jusqu'aux vacances.

En tout cas, cette première décompression conduira, probablement sans obstacles, le gouvernement Martens vers la rentrée de septembre. Le temps qu'il faut pour rédiger définitivement, en juillet, les arrêtés de pouvoir spéciaux. Le temps aussi de peaufiner sa stratégie en édulcorant certaines mesures par des concessions arrachées en dernière minute par le P.S.C. (sécurité sociale, enseignement...) ou en remaniant l'équipe ministérielle pour redorer son image politique.

Le rétablissement final

Septembre. Au plus, si la contestation se dresse à nouveau, le

« système démocratique » chemînera au bout de sa logique : le changement de coalition gouvernementale (Parti socialiste + ?). Un aboutissement programmé qui aplanit toutes les divergences de fond.

Car l'« effort d'austérité devra être accentué pour créer les conditions qui permettront de remédier à l'insuffisance des investissements des entreprises » : le F.M.I. (Fonds monétaire international), grand régulateur des économies occidentales et du tiers monde, décernait il y a

peu ce certificat de bonne conduite au gouvernement Martens. Et sur ce constat, globalement, les programmes convergent : de la majorité gouvernementale à l'opposition, socialiste ou écologiste.

En l'absence d'alternative, notre système politique engloutit les conflits sociaux pour mieux les digérer. Ainsi rétabli, il est plus fort.

D. (d'après Humeurs nouvelle gazette anarchiste belge)

QUATRIÈME CONGRÈS DE L'I.F.A.

APRÈS Carrare (1968), Paris (1971) et de nouveau Carrare (1978), l'Internationale des fédérations anarchistes (I.F.A.) tiendra son quatrième congrès à... Paris. La Fédération anarchiste française a pour charge d'organiser ce congrès dont les dates sont déjà fixées. Il s'étalera sur quatre jours, à savoir le 31 octobre, les 1<sup>er</sup>, 2 et 3 novembre 1986.

Il n'est pas besoin de préciser l'importance d'un tel congrès, qui se présente comme le rassemblement de tous les anarchistes du monde. Le développement des activités anarchistes fut et reste sensible. Il nous appartiendra d'en retirer des analyses, comme possibilité nous sera donnée de confronter une multitude d'expériences, d'initiatives. Toutes demandes de renseignements, les propositions, collaborations seront adressées et proposées dorénavant au secrétariat aux Relations internationales, librairie du Monde libertaire, 145, rue Amélot, 75011 Paris, France.

Relations internationales

GRÈCE

Heures supplémentaires pour la répression

C'EST avec un rire jaune que l'on pourrait dire que la justice comme la police grecques n'ont pas pris de vacances cet été. La répression d'Etat ne s'est pas assoupie, même si tout laisse penser le contraire.

Les touristes ont-ils entendus parler des ces militants anarchistes grecs arrêtés au soir de la manifestation antinucélaire du 13 mai, dont cinq d'entre eux commencèrent une grève de la faim le 17 juin ? Après que les accusations furent levées pour nombre d'entre eux (douze, exactement, interpellés et inculpés le 14 mai) ; le troisième, Yannis Balis, typographe de 20 ans, entama sa course contre la mort qui allait s'achever par sa libération le 13

août. Soit, à son 58<sup>e</sup> jour de grève de la faim !

Accusé, sans preuves, d'homicide sur la personne d'un flic, Yannis Balis a bénéficié d'un soutien important de la part du mouvement anarchiste grec. Une première manifestation contre la répression d'Etat fut appelée le 3 juillet devant les bâtiments de l'université d'Athènes. Plusieurs milliers de manifestants s'en virent interdire l'accès par un cordon sanitaire de quelques 6 000 flics armés !

L'occupation eut quand même lieu et dura jusqu'au matin du 4 juillet. Une assemblée générale fut convoquée pour 7 heures. A l'heure tapante, dix mille flics contrôlaient le centre de la capitale, deux mille d'entre eux se préoccupant essentiellement de l'université.

Les revendications qui se sont pourtant exprimées exigeaient bien évidemment la libération des manifestants antinucélaire, la suppression de la prison de Corfou (bague innommable), la mise en liberté de Y. Petropoulos et T. Teberekidis (ce dernier accompagnant Yannis Balis dans sa grève de la faim jusqu'à sa propre libération).

Le ministre de la Justice, Kattamanis, rejeta par deux fois la demande de mise en liberté pour Y. Balis. L'agitation autour de l'université centrale, faite autour du cas de Yannis, ne cessait pas tandis que le délégué du groupe parlementaire européen écologiste tentait d'intercéder auprès des autorités. Un comité pour la protection des droits constitutionnels, créé peu avant, accusait ouvertement le gouvernement grec de Papandréou de crime.

La pression exercée par les anarchistes grecs, et par quelques fractions du mouvement progressiste également, relayée au niveau international, a certainement joué son rôle. Quoi qu'il en soit, Yannis Balis fut libéré et placé dans un hôpital sous observation médicale stricte (des lésions semblaient être survenues).

Relations internationales (correspondance particulière)



R.F.A.

Tout l'été à l'ombre

ROGER SZATKOWSKI n'a pas pris de vacances ! Roger n'a pas vu non plus le soleil. Il est toujours incarcéré en R.F.A., purgeant une peine ramenée à un an et cinq mois à la suite d'un appel. « Le Monde libertaire » s'était déjà fait l'écho de cette scandaleuse situation.

Arrêté à la suite de manifestations antifascistes lors de l'automne 1985, condamné pour « troubles graves de l'ordre public » (inculpation qui tombe sous le coup d'une loi anticasseurs), Roger Szatkowski, après un semblant de procès, s'est vu infliger une peine de deux ans de taule. Une centaine de personnes venues manifester leur soutien au palais de justice lors du procès furent violemment expulsées et poursuivies jusque dans le métro par la police anti-émeute.

L'aide morale est indispensable. Roger souffre d'un isolement encore plus aggravé par sa nationalité française et de par sa faible maîtrise de la langue allemande. Il a changé de taule, sa nouvelle adresse est la suivante : Roger Szatkowski, Friedrich Obricht Damm, 16, 1000 Berlin 13, R.F.A.

Relations internationales (d'après « Echomédia Berlin »)



## A propos du décès de Jeanne Humbert

« **S**ERA puni quiconque aura décrit, divulgué ou offert de révéler des procédés propres à prévenir la grossesse... » C'est pour avoir combattu cette loi que notre camarade Jeanne Humbert sera condamnée et incarcérée dans la prison de Saint-Lazare.

Elle s'est éteinte au début du mois d'août, âgée de plus de 90 ans. La pugnacité ça conserve... à travers les guerres, à travers les luttes, à travers sa vie pleine de combats, dans *Génération consciente*, *La Grande Réforme*, et bien plus près de nous dans *Le Réfractaire* avec May Picqueray. Nous avons choisi de lui rendre hommage en publiant un article (« Connaissance et culture de soi : quelques réflexions sur les mythes sexuels et autres ») paru dans la revue *La Rue* (n°27, 3<sup>e</sup> et 4<sup>e</sup> trimestre 1979, en vente à la librairie du Monde libertaire). Il importe que le féminisme anarchiste soit mieux connu.

La rédaction

Il peut paraître étrange qu'à notre époque de prétendu progrès social, sinon humain, et malgré l'évolution des mœurs, un raz de marée érotico-déirant, une licence sexuelle jusque-là inconnue, la liberté pour la femme, enfin obtenue, d'être mère à son gré, la législation de l'avortement (...), il soit encore nécessaire de définir plus nettement certains phénomènes primordiaux attachés à la vie de chacun. C'est donc qu'en dépit des apparences il demeure au fond des esprits, en général, des obscurités tenaces héritées de longue date et qui resurgissent du passé. Cela tient, je crois, à un persistant restant d'atavisme judéo-chrétien, dans lequel même ceux qui se croient affranchis semblent parfois encore enlignés, et qui pèse toujours sur tout ce qui touche à l'amour, à l'acte physique surtout, et l'entourage d'une sorte de halo d'impureté. « Il est plus difficile de désintégrer un préjugé qu'un atome », a dit Einstein.

Remorqué à sa sortie des grottes par les seules religions, l'homme, d'après le docteur Pierre Simon, « ne distinguait pas le divin du naturel. Science, philosophie et religion inextricablement mêlées ne lui permirent qu'une acquisition lente de la connaissance des phénomènes de la nature. » Ceux qui ont quelque lecture sur le sujet, et qui ont eu l'avantage des études du genre de celle, par exemple, très instructive, de l'écrivain anglais Rattray-Taylor : *Une interprétation sexuelle de l'histoire*, ont pu se rendre compte du rôle prépondérant de l'Eglise, de l'Eglise médiévale surtout, de ses codes, de ses principes rigoureux eu égard à la chose sexuelle, ainsi que des persécutions, des pénitences, des châtements, des tortures que ses tribunaux spéciaux infligeaient aux malheureux contrevenants. De tout cela, beaucoup d'interdits perdurent, malgré les poussées contestataires qui se manifestent périodiquement. (...)

L'amour est, sans conteste, l'une des plus grandes, des plus impérieuses préoccupations humaines. On peut dire que tout tourne autour, tout s'y rapporte, et ceci au cours de toute la vie. Tant en littérature qu'en poésie pure, en peinture, en sculpture, en musique, au théâtre, partout, enfin, les artistes, les poètes, les écrivains s'en sont inspirés, l'ont décrit, chanté, magnifié, parfois maudit. Et l'on n'a pas fini d'en débattre. Un grand nombre de livres contiennent des pages précieuses, hardies, de grande sensibilité et de vérité parfois amère. « C'est dans les livres que j'ai découvert l'univers », écrit J.-P. Sartre dans *Les Mots*. Il est vrai que les livres choisis avec discernement renferment dans leurs développements, leurs évocations, des avis dont il est bon et souvent profitable de s'imprégner. Ces fenêtres ouvertes sur des sentiments inexplorés ou restés confus dans l'esprit ravissent cette soif de connaître et enrichissent tous ceux dont la curiosité reste sans cesse insatisfaite. Il est regrettable que le goût de la lecture déserte tant de nos jeunes, et de moins jeunes aussi, pris de trop de divertissements, parfois, hélas ! bien inférieurs. (...)

Il est de toute évidence que le désir de rapprochement entre l'homme et la femme est d'abord sous la dépendance directe de l'attrait charnel. Alfred Fabre-Luce dans son livre *l'Homme-Journal* écrit ceci : « Le coit n'est qu'un stupide réflexe de l'espèce s'il ne s'accompagne d'aucun amour véritable, aucune découverte de l'intelligence ou de la sensibilité. » On peut ne pas partager en entier l'opinion de cet auteur, mais il faut convenir

que, même très ardemment épris, on ne peut faire l'amour vingt-quatre heures sur vingt-quatre ; qu'il y a par conséquent, des vides à combler entre les transports amoureux ; lesquels d'ailleurs s'atténuent, on le sait, avec l'excès même et la redoutable habitude.

Paul Robin, à qui il faut sans cesse revenir, disait : « L'amour est un art que quelques-uns devinent, mais que presque tous doivent



apprendre. » Il entendait par là que cet accès au bonheur dans sa plénitude, dans son harmonie la plus accomplie, celui qui allie à la fois les sens, les sentiments affectifs, la compréhension, n'est pas aussi facile à atteindre qu'il y paraît à première vue, car cette harmonie, si délicate à réaliser, est aussi très facile à détruire. En effet, dès l'abord, ni l'un ni l'autre des partenaires ne se connaît et ne s'évalue selon la vérité de son propre état naturel, et l'on peut ainsi perdre, gaspiller et définitivement gâcher ce qui aurait dû créer et protéger cette harmonie sexuelle et sentimentale tant souhaitée et en général si peu obtenue.

Dans cette course au bonheur où nous voyons trébucher tant de couples, il y a, certes, pas mal d'obstacles à surmonter. Or à la base de toute conquête, de toute évolution, de quelque ordre que ce soit, il y faut une préparation, une indispensable connaissance, une éducation non seulement sexuelle mais totale de l'individu.

De quoi s'agit-il donc ? Eh bien, d'abord, pour l'homme comme pour la femme, de bien se connaître soi-même pour se modifier, s'améliorer, prendre conscience de sa valeur intérieure sans complaisance mais sans humilité ; avoir respect de soi, affirmer sa personnalité, sa structure ; se placer hors du troupeau, du tout-venant ; fortifier sa volonté. Prendre en toute circonstance une position nette et digne. Ne pas se plier aveuglément, par paresse d'esprit et sans analyse aux usages de la routine communément suivis qui conditionnent, sclérosent la pensée, médiocrisent les sentiments et enferment tout être dans une sorte d'œuf dont il lui semble impossible de briser la coquille. Se créer aussi un idéal, élever son jugement, cultiver ses connaissances, contrôler ses réactions impulsives, freiner ses instincts agressifs ou brutaux. Rejeter ce penchant « propriétaire » de jalousie possessive, si profondément enraciné chez beaucoup. Enfin, essayer de parfaire ce que l'hérédité, le terrain familial et le milieu social ont mis en chacun de bon, et lutter contre ce qu'ils ont déposé de nocif pour soi et pour autrui. Cette récréation, en quelque sorte, ne peut être qu'une victoire de l'individu sur lui-même, une victoire quelquefois âprement remportée. On est toujours un peu l'artisan de sa réussite ou de son échec. Tout être intelligent et sensible doit s'efforcer au mieux, et en dehors de toute influence astreignante, de s'élever en humanité sans capituler devant les statuts conventionnels en usage dans notre société malade.

Je sais bien que cette culture de soi, indépendamment du milieu, est ardue ; qu'il y faut une constante et vigilante attention, une ténacité sans faille et aller souvent à contre-courant pour échapper aux habitudes contractées dès l'enfance, aux traditions opprimentes et contraires à tout épanouissement vital. Mais c'est un effort payant et libérateur. Il aidera puis-

samment ceux et celles qui le tenteront à ne pas sombrer dans des aventures douteuses qui ne sont que des contrefaçons ; à glisser sur des pentes vulgaires, déprimantes (...); à éviter des concessions humiliantes et regrettables. A atteindre, enfin, à un idéalisme réaliste et vivifiant.

Tout ceci est, naturellement, valable pour l'un et l'autre sexe, bien que nous sachions que l'homme et la femme sont deux êtres distincts et souvent opposés. D'ordinaire, en effet, on ne prend guère la peine de regarder avec assez d'attention, non seulement pour voir la personne à qui l'on porte intérêt, mais aussi pour apercevoir la figure exacte de son état humain défini dans le sexe qui est le sien. Il nous est assez difficile de nous abstraire suffisamment de notre point de vue sexuel particulier pour raisonner impartialement à l'égard d'une personne de sexe contraire. De là, au départ, une absence de communication, de générosité mutuelle, ce qui engendre cette « guerre des sexes », ces luttes déguisées qui séparent au lieu d'unir.

Les laudateurs de la femme qui se perdent dans des formules sirupeuses emploient avec usure et ignorance des mots qui dénaturent la vérité qui les déserte : mots sonores, mots-tabous, mots-clés, mots-chocs, ces mots-maîtres, disait Mussolini qui en connaissait bien la magie, sans que ceux-ci soient, pour autant, exacts et représentatifs du but visé. Nous en avons des tas nous, Français, et, parmi eux, ceux qui figurent au fronton de tous nos monuments publics de la mairie à la prison, mots fort beaux s'ils étaient vrais : Liberté, Egalité, Fraternité. Or la liberté... où se cache-t-elle ? L'égalité ? où la trouve-t-on ? Quant à la fraternité, nous savons combien en vaut l'aune. Je me garde pour ma part de charger mon vocabulaire de ces mots dévalués qui ont perdu leur rigoureuse signification, mais qui abondent sans retenue dans les discours redondants et qui flattent délicieusement les oreilles complaisantes et complices des béats qui les écoutent.

Si donc l'égalité est un terme impropre dans le général, comment pourrait-il s'appliquer et qualifier deux êtres aussi différents qu'un homme et une femme ? Ils n'ont ni la même morphologie, ni le même psychisme, ni les mêmes réactions nerveuses et sensorielles, ce qui n'enlève à l'un comme à l'autre aucune de leurs facultés naturelles, de leurs particularités, de leurs qualités respectives, pas plus qu'il ne peut s'agir d'une hiérarchie tendance de supériorité ou d'infériorité en ce qui les concerne, contrairement au vieil impératif codifié par Napoléon qui accorde à l'homme un pouvoir de domination.

Sur le plan social, comme sur le plan humain, ils sont, quant à moi, absolument équivalents, ce qui, je crois, les situe plus justement que cette désignation facile et tant galvaudée d'égalité qui, pas plus là qu'ailleurs, ne répond à sa définition formelle. Je vois donc ces deux facteurs d'humanité allant de pair, chacun gardant son intégrité essentielle. Il nous est alors facile d'imaginer que ces deux êtres, malgré leur dissemblance, leurs singularités, leurs fonctions matérielles et physiologiques bien définies, leurs qualités et leurs faiblesses peuvent s'entendre, s'unir, se compléter, s'aider et s'aimer. En dehors de l'attrait physique qui, d'abord, les rapproche, en dépit de leurs divergences de goûts, d'idées ou l'antagonisme de leur formation première, il leur reste à trouver un terrain d'entente, une voie de communication non illusoire pour, dans cette période d'adaptation initiale, arriver à conclure un accord sinon parfait, du moins possible ; gardons-nous des termes absolus, la perfection en toute chose étant rarement atteinte. (...)

Jeanne HUMBERT

Nous tenons à remercier Bernard Baisat pour les photos qu'il a bien voulu nous transmettre. Il est, par ailleurs, le réalisateur d'un film racontant Jeanne Humbert (« Ecoutez Jeanne Humbert »).



RADIO-LIBERTAIRE

5 ans... et toutes ses dents !

Le 1<sup>er</sup> septembre 1981, la voix sans maître était entendue pour la première fois. Tout d'abord 4 heures par jour avec du matériel de fortune, puis quelques 90 heures par semaine et enfin 115 heures, une régie performante et un studio flambant neuf.

Bien des péripéties pendant ces cinq ans, partagées avec nos auditeurs, qui chaque fois qu'il en était question ont su intervenir.

Cinq années d'une programmation qui a la prétention de s'adresser à l'intelligence mais aussi aux tripes et au cœur. Cinq ans de propagande anarchiste jetée à la face

des faiseurs de monde à l'envers. Des coups de gueule, des déceptions, mais surtout de vraies parties de plaisir, un travail d'information réalisé avec des centaines d'individus et d'associations dans de multiples domaines, des campagnes de solidarité à des degrés divers (de la lutte des mineurs britanniques à celle des occupants rénovateurs, en passant par l'antimilitarisme et l'anticléricalisme).

Remercions en cette occasion tous ces artistes qui se sont illustrés par leur soutien actif, les galas de soutien, les campagnes de pétition, les manifestations, les coups durs...

Les faits sont éloquentes

Chacun aura eu l'occasion de s'en rendre compte, les gouvernants, de quelque bord qu'ils soient, ceux là-mêmes qui prétendaient mettre de l'ordre dans l'« anarchie » des débuts de la bande F.M., ont montré une nouvelle fois leur incapacité à gérer quoi que ce soit : bilan positivement négatif ! Revirements, changements de casaque, discours lénifiants, politicieries, inféodation aux puissances d'argent, uniformisation, non respect de la liberté d'expression, opérations policières, coups bas, irrespect du public... c'est leur bien-être à eux.

Incapacité d'imposer des puissances maximum, incapacité en ne protégeant pas les radios associatives des requins, incapacité en permettant pas la pluralité d'expression. Mais tous l'auront compris ce n'était pas dans leurs attributions, seuls ceux qui ont fait la radio libre, associations et public, peuvent la défendre.

Sous l'ancien gouvernement le bordel était toléré, avec le nouveau il vient d'être légalisé. Léotard et de Villiers n'en font qu'à leur tête, allons boter les fesses de ces grenouilles de bœufiers. Radio-Libertaire ne s'est pas vendu, elle n'est pas à vendre et elle répondra dent pour dent. Certains ne perdent rien pour attendre !

Bon anniversaire à la voix sans maître, bon anniversaire à ses auditeurs.

Salut et Révolution  
Le secrétaire  
de Radio-Libertaire



CINÉMA

« Le Paltoquet »

C'EST peut-être l'éminent chroniqueur de la rubrique des chiens écrasés, avec son hilarité cynique et sa manie d'être toujours là, sans y être le premier. Ou bien c'est ce vénérable exportateur de timbres de collection, mort de trouille peut-être, mais rongé jusqu'aux paupières par l'alcool et le bridge. Ou encore ce fichu professeur, seul à avoir un alibi en béton dans ce port trempé et crasseux. Ou alors ce docteur, homme séduisant mais que tout accable : le revolver, le poison, et son propre bistouri... Donc ça ne peut être qu'un film policier ? Encore un polar ? Pas du tout !

C'est un huis clos où va naître une comédie cruelle. C'est un piège qui se referme peu à peu à force de mots et de rencontres. D'abord les rencontres : tous ces hommes iront se brûler à cette femme imaginaire, autoritaire, sensuelle, élégante et cependant trouble dans son mystère. Un par un, l'un après l'autre, chacun son tour, ils regarderont par dessus l'épaule et apercevront cette blancheur. Cette femme, ce rêve n'appartient à aucune époque, à aucun pays, elle reste toute entière consacrée à la fantaisie de leurs regards.

Reste les autres personnages de cette histoire détachée du quotidien. Des personnages irréalistes comme la tenancière du bistrot, provocante et vulgaire avec une drolerie incroyable ; le commissaire, classique certes, mais avec un zeste d'impertinence ; et enfin le Paltoquet, ce regard, ce rire, ces mains qui vrillent et se referment sur le livre du pseudonyme Franz Rudolf Falk, qui aura servi merveilleusement ce film déroutant mais ô combien nécessaire.

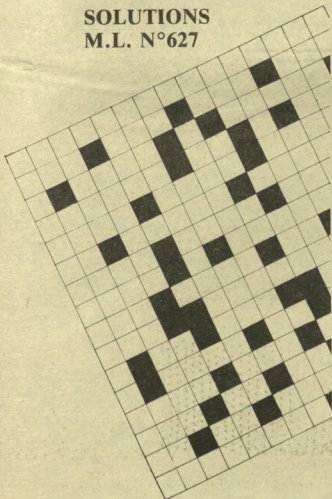
Roger LE GUEN

MOTS CROISÉS

Horizontalement. I. Antimilitarisme. — II. UTA. ENA. Une. Tas. — III. Tard. Avril. — IV. Oserai. Ne. Ras. - V. Gard. Vêtu. Lente. — VI. Et. Udine. Purée. — VII. Suée. Dard. Torse. — VIII. Tris. Noris. Ta. — IX. Ien. Basa. Io. Pau. — X. Ors. Luttons. — XI. Ta. Ici. Ne. — XII. Elus. Or. Armée. — XIII. Asie. Mon. Riveur. — XIV. Ion. Le. As. Ris. — XV. RN. Elisée. Ré. — XVI. Etatiste. Esse.

Verticalement. I. Autogestionnaire. — 2. NT. Saturer. Sont. — 3. Tater. Einstein. — 4. Ardues. Ale. — 5. Mera. Loi. — 6. Individualisme. — 7. La. ENA. Suc. Et. — 8. Internationale. — 9. Tu. Eu. Do. Si. — 10. Ana. Rio. Se. — 11. Révolutionnaires. — 12. Eros. Servies. — 13. Stirner. Mes. — 14. Malatesta. Eu. — 15. Es. Se. Eau. Ferrer.

SOLUTIONS M.L. N°627



Programmes de Radio-Libertaire

Judi 11 septembre

- « Blues en liberté » (10 h à 12 h) : l'harmonica dans le blues, du country au city-blues, des années 20 à aujourd'hui.
- « Femmes libres » (12 h à 15 h 30) : Billie Holiday.
- « Enlirez-vous » (15 h 30 à 17 h) : Viviane Massot pour son livre « Le gobelet rouge ».
- « Jazz en liberté » (22 h 30 à 3 h) : avec comme invité Jean-Louis Costes (claviers et cassettes).

Vendredi 12 septembre

- « Et les croissants... bordel ! » (8 h à 10 h) : revue de presse et informations tous azimuts.
- « Bonjour l'Asie » (10 h à 12 h) : Pékin au quotidien...
- « Joui-sciences » (12 h à 14 h) : les premières « stars » (étoiles)... suite et fin.
- « Sens interdit » (17 h à 18 h) : le maintien à domicile des personnes âgées, invité : B. Ennuyer.
- « L'Invité quotidien » (18 h 30 à 20 h 30) : l'Union rationaliste pour suit l'exposé de l'œuvre de Denis Diderot.

Samedi 13 septembre

- « Chronique syndicale » (12 h à 14 h) : le point sur la rentrée syndicale, par les anarcho-syndicalistes de la Fédération anarchiste.
- « De bouche à oreilles » (15 h 30 à 17 h 30) : Mörice Bénin.

Dimanche 14 septembre

- « Folk à lier » (12 h à 14 h) : l'émission country acoustique mensuelle.
- « Trisomie 21 » (20 h 30 à 22 h 30) : les autoproductions du premier semestre.

Lundi 15 septembre

- « Allo maman bobo ! » (18 h 30 à 20 h 30) : les vaccins, les droits et les abus...

Mardi 16 septembre

- « Chronique syndicale » (18 h 30 à 20 h 30) : l'entreprise Sorenolif (syndicalisme dans la restauration des T.G.V.).

LISEZ LE « MONDE LIBERTAIRE »  
ABONNEZ-VOUS, SOUTENEZ-LE !

Les anarchistes sur Radio Campus

INSTALLÉE dans les locaux de la faculté de Lille I, tolérée de 1969 à 1981 au nom de cette spécificité universitaire, Radio-Campus (1) émet sans interruption depuis dix-sept ans. La programmation, au départ en direction des étudiants de la métropole lilloise, a conquis d'autres milieux sociaux et culturels séduits par son originalité et son pluralisme (pluralisme dans les thèmes abordés, dans les langues utilisées et dans les genres musicaux).

Libre de toute attache publicitaire, Radio-Campus a toujours refusé la démagogie ; pas de dédicaces, pas de hit-parades, pas de jeux débiles ! Radio-Campus est à la dis-

position du monde associatif, son fonctionnement repose sur le bénévolat et les décisions concernant la vie de la station sont prises en assemblée générale.

Quant aux libertaires, ils sont présents sur Radio-Campus depuis de nombreuses années : participation aux magazines d'information, duplex en direct de la librairie l'Idée libre, avec les membres du groupe anarchiste de Lille et animation de plusieurs émissions hebdomadaires (chroniques culturelles, anarcho-punk, luttes sociales et propositions anarchistes, etc.). C'est ainsi que la « Voix sans Maître », émission proposée par les militants lillois de la

Fédération anarchiste, fêtera son troisième anniversaire courant septembre.

Lieu de débats et de confrontations (un invité environ toutes les deux semaines), lieu de contre-informations, d'analyses et de propositions libertaires, on peut écouter la « Voix sans Maître » (et même y participer) tous les vendredis, de 21 h à 23 h. Radio-Campus, la liberté entre les oreilles !

ERIC (Gr. de Lille)

(1) Radio-Campus (99.6 MHz), Université de Lille I, 59655 Villeneuve-d'Ascq cedex (tél. : 20.91.24.00).



Librairie L'Idée libre (duplex Radio Campus).

## On prend le café au lit, au lait avec des gâteaux et des croissants chauds

(Paroles de Philippe Seguin  
musique d'Edmond Maire)

L'ARTICLE d'Edmond dans le Monde, l'interview d'André dans le même journal, la conférence de presse d'Henri... Décidément, le rituel de la « rentrée sociale » est immuable.

Dans le Monde libertaire du 10 juillet, nous avons mis en exergue les plus récentes pensées de M. Seguin. Son excellence, citant les Américains, affirmait qu'il ne fallait « plus raisonner en termes de chômage et d'emploi, mais en termes d'activité et d'inactivité ». Nous n'aurions pas pris ce propos à la rigolade si nous avions pu imaginer un seul instant que cette histoire de fada allait fournir à la C.F.D.T. la substance de sa nouvelle doctrine officielle.

### Petits boulots égale chômage zéro ?

Certes, quand Seguin parle de deux millions cinq cent mille chômeurs « incompressibles », Maire répond : « chômage zéro » ! Mais c'est pour reprendre aussitôt à son compte les idées du même Seguin sur les « petits boulots ».

Le ministre veut développer les « activités de services mutuels dans un cadre de voisinage ». « Pourquoi avoir du pain rassis à son petit déjeuner ? », dit-il, si l'on peut rétribuer quelqu'un pour qu'il l'apporte, à condition, bien sûr, de ne pas payer de charges sociales... Et puis, il y a les travaux domestiques, les journaux à porter. « Les ménages peuvent aussi créer des emplois », explique-t-on au ministère des Affaires sociales.

Que dit le secrétaire général de la C.F.D.T. ? Qu'il existe « de multiples possibilités d'activités utiles, partiellement solvables, actuellement inexplorées ou abandonnées au travail au noir. C'est le cas des services individuels à domicile. L'entretien de l'habitat, les services ménagers, la garde des enfants, le maintien à domicile des personnes âgées... ».

Maire est prêt à accepter, pour ces « petits boulots », « des conditions nouvelles, dérogatoires aux règles communément admises, (...) des conditions fiscales et sociales appropriées ». Qu'est-ce qu'il peut vouloir de mieux M. le ministre des Affaires sociales ? Il ne trouvera pas d'interlocuteur plus compréhensif !

La question qui se pose est de savoir si ces messieurs nous prennent pour des imbéciles ou s'ils sont eux-mêmes idiots. Il y a belle lurette, en effet, que les gens qui ont besoin des « petits boulots » se sont débrouillés sans attendre leur autorisation.

Comme, manifestement, les porteurs de croissants chauds professionnels et les cirqueurs de pompes agrées ne suffiront pas à infléchir la courbe des demandeurs d'emplois, le docteur Maire tire d'autres potions de sa besace comme remèdes au chômage. Et d'abord il fustige les patrons coupables d'archaïsme dans la gestion. Il propose « une organisation du travail souple et qualifiante (!), des types de gestion faisant appel à la participation active des salariés » ; avec,

bien entendu, « les adaptations nécessaires dans les acquis sociaux » : un chouette programme d'auto-exploitation, lourd de capitulations futures. Il lance aussi un vibrant appel à l'investissement, ce qui doit laisser les capitalistes complètement froids. Ceux-ci, en effet, ne s'intéressent aux investissements que dans la mesure où ils promettent des profits rapides et substantiels. Les investissements suivent la reprise des affaires. Maire met la charrue devant les bœufs...

### Les oublis de Maire

Où veut-il en venir Maire, avec son « chômage zéro », sinon à nous faire admettre la pérennisation du chômage tout court ? Cette « économie mobile en mutation » où le chômage « frictionnel » serait in-

### Contradiction monstrueuse

Après avoir lu Maire, on trouve Bergeron bien sympathique. Certes le secrétaire général de Force ouvrière ne veut pas chambouler la société. Il redoute même les « traumatismes sociaux » et les « mouvements qui revêtiront un caractère encore plus dangereux » s'il ne se trouve pas des syndicalistes capables d'arrondir les angles. Mais il s'indigne de la « contradiction monstrueuse » qui fait que « les pays industrialisés se demandent comment maintenir leur production, alors qu'ils n'arrivent plus à écouler leurs produits. Et les pays en voie de développement manquent littéralement de tout ». On pourrait ajouter que dans les pays industrialisés tous les besoins sont loin d'être satisfaits.

conditions d'une contre-offensive du monde du travail pour se défendre et imposer d'autres solutions. » Encore bravo ! Mais peut-on oublier que si les dirigeants cégétistes ont l'excellente habitude d'appeler à l'action quand tout est calme, ils se démentent comme des diables — tout comme leurs confrères réformistes d'ailleurs — pour ramener les prolétaires au bercail quand ils se fâchent sérieusement. Cette pratique constante des staliniens et des réformistes (en pleine harmonie dans ces circonstances), de 1936 à 1968, en passant par 1947, 1953, 1963, ajoutée aux palinodies et aux turpitudes des partis de gauche auxquels ils sont liés, n'est pas pour rien dans la perte de confiance des travailleurs en l'outil syndical, en l'arme de la grève. Ceux qui ont effectivement participé aux luttes

restructurations, chez Citroën, chez Renault, bien sûr, où la direction a formulé les demandes de licenciements de 733 salariés. A la S.N.C.F., le « sinistre » des Transports Douffignies vient de découvrir brusquement le déficit de la S.E.R.N.A.M., le service des messageries ; Fiterman ayant, paraît-il, trop embauché...

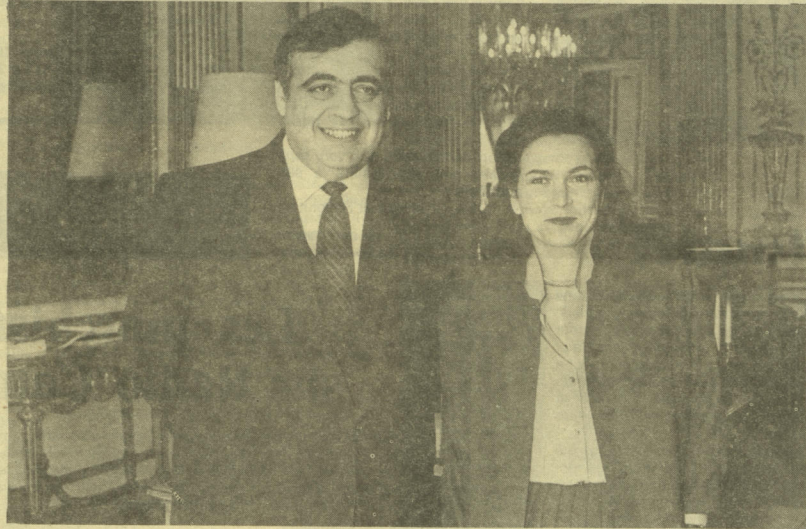
Les ouvriers de la Normé, eux, ont fait flamber quelques pneus, cet été, sur les autoroutes des vacances. Et ils ont vu apparaître dans la fumée quelques « repreneurs » fantômes, chasseurs de primes. On ne voudrait pas être pessimiste, mais dans les circonstances présentes il y a peu de chances pour que les compagnons de la Normé puissent empêcher les dégraissages ravageurs. Le gouvernement exige qu'ils achèvent dans les délais les navires en cours de construction pour pouvoir ensuite, tranquillement, opérer les coupes sombres que réclame la rentabilisation des chantiers. La seule réponse dans un tel cas — comme dans bien d'autres —, c'est de traîner les galoches ou de se croiser les bras. Et de leur faire payer cher, le plus cher possible à ces salauds !

### A la tronçonneuse

Le gouvernement, lui, a profité de la torpeur aoûtienne à peine troublée par les clapotis politiques, pour couper à la tronçonneuse comme le dit Krasucki, les dernières entraves au travail « différencié ». Il n'existe plus de limites pour le recours aux contrats à durée déterminée et au travail temporaire. Voici même qu'on nous annonce le « contrat de travail à durée indéterminée intermittant » (par exemple six mois de travail, six mois d'inactivité — et non de chômage, nuance ! —, six mois de boulot et ainsi de suite, à perte de vue). La formule est aussi croquignollette que celle du fameux « chômage partiel total ». Décidément nous sommes gouvernés par des génies à l'imagination foisonnante... Tout cela n'empêche pas le C.N.P.F. de trouver que certaines rigidités subsistent encore. Gattaz-la-pleureuse devrait faire soigner ses rhumatismes !

On n'arrête pas le progrès, celui de la précarité de l'emploi, bien sûr. Seguin nous indique que le nombre des contrats à durée déterminée est passé de 1 million en 1981 à 1,5 millions en 1985, celui des contrats d'intérim de 2 millions en 1982 à 2,8 millions en 1985 avec une augmentation de 25% pour cette dernière année. Le pourcentage de salariés à temps partiel a grimpé de 4,7% en 1981 à 5,5% en 1985. Mais le ministre estime que la part de ces formes de travail « est inférieure en France à ce qu'elle est dans d'autres pays développés ». Encore un petit effort, S.V.P. ! Tout cela n'a pas empêché la courbe des demandeurs d'emplois (officiellement recensés) d'atteindre son point culminant en août. Et ce ne sont pas les facéties des duettistes Maire et Seguin qui permettront d'inverser la tendance !

Sébastien BAZ



Philippe Seguin : « Edmond, c'est une mère pour moi... ».

vitable, ces « défis de notre temps » expliquent tout, justifient tout, y compris les abandons, les capitulations.

Ce secrétaire général d'une confédération ouvrière n'a pas un mot pour dénoncer l'absurdité du chômage, l'iniquité du système qui l'engendre. Il devrait savoir pourtant que le chômage n'est pas la conséquence inéluctable des « mutations » technologiques, mais celle de la course au profit. Le plus souvent l'automatisation, la robotisation, l'informatisation aggravent les conditions de travail parce qu'elles accélèrent les cadences, sans supprimer les nuisances. Dans bien des professions, des métiers pénibles et dangereux — ça existe toujours, n'en déplaise aux bonnes âmes ! —, un renforcement des effectifs serait nécessaire pour diminuer la pénibilité, réduire les risques. Ainsi tout sidérurgiste sait bien qu'à tel poste où l'on travaille à deux, il faudrait être trois ou quatre, parfois, tout simplement, pour ne pas risquer sa peau. Cela, Maire l'a oublié. Peut-être ne l'a-t-il jamais su ?

En termes polis et mesurés, Bergeron a renvoyé Maire et Seguin à leurs gadgets : « Se faire apporter par des chômeurs des croissants chauds ou le journal du matin, ce n'est pas tout à fait sérieux. Dans quelle mesure le souci de diminuer les statistiques de demandeurs d'emplois intervient-il ? Le problème du chômage ne se règle pas en l'air, en faisant de la poésie. »

Par la voix hésitante de Krasucki — des hésitations qui marquent la profondeur de la réflexion —, c'est le gros bon sens populaire qui s'exprime. Et l'on se dit « c'est bien vrai ça ! » quand Krasucki articule quelques vérités premières. Par exemple : « la chute du pouvoir d'achat est un choix délibéré qui vise à obtenir à n'importe quel prix la rentabilité du capital ». Comme Bergeron, il estime qu'il n'est pas crédible de vouloir « transformer les chômeurs en porteurs de journaux et de croissants » et ne se voit pas en train de négocier une convention collective pour les porteurs de pain...

Krasucki a annoncé des manifs. « Nous voulons, dit-il, créer les

ouvrières dans les décennies précédentes ne peuvent guère avoir de doutes à ce propos...

### Ne pas casser la baraque

A l'appel de Krasucki, les militants cégétistes vont tenter de multiplier, dans les semaines qui viennent, les « actions » plus ou moins spectaculaires, comme ils l'ont fait chez Renault le 30 juillet... avec, pour réhausser la manifestation, la présence d'élus du Parti communiste enrubannés de tricolore. Ce que souhaite Krasucki c'est une agitation soigneusement contrôlée, juste ce qu'il faut pour redorer le blason cégétiste et celui du « parti des travailleurs » par la même occasion.

Mais pas plus avec la droite qu'avec la gauche, il ne veut casser la baraque. Comme nous l'indiquions dans le dernier Monde libertaire, il risque d'y avoir des remous dans les Houillères avec les nouvelles réductions d'effectifs annoncées, dans la sidérurgie où la désignation d'un P.D.-G. unique pour Usinor et Sacilor présage d'autres

souscrivez... abonnez-vous... souscrivez... abonnez-vous... souscrivez.